

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 8 FÉVRIER 2011

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 8 FEBRUARI 2011

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 14.19 uur en voorgezeten door de heer Peter Logghe.
La séance est ouverte à 14.19 heures et présidée par M. Peter Logghe.

01 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les stocks de produits pétroliers dans notre pays" (n° 1996)

01 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de olievoorraden in ons land" (nr. 1996)

01.01 **David Clarinval** (MR): Monsieur le ministre, il y a un an, je vous avais interrogé sur l'état réel des stocks de produits pétroliers en Belgique. Je vous avais également fait part de mes craintes concernant le fait que nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs en matière de réserves stratégiques.

Vous aviez alors fait état d'une évolution positive en général et vous m'aviez affirmé que l'agence publique de pétrole APETRA, l'organisme responsable des réserves stratégiques de produits pétroliers en Belgique, serait en mesure de gérer l'ensemble des stocks stratégiques de pétrole en 2012.

Or, selon mes informations, la situation actuelle n'évoluerait pas favorablement, la Belgique ne disposant toujours pas des réserves stratégiques suffisantes exigées par l'Union européenne. En effet, les pays membres de l'Union doivent, en principe, détenir un stock de pétrole équivalant à au moins 90 jours de consommation.

En outre, on peut lire qu'APETRA a bouclé, fin novembre 2010, un financement de 250 millions d'euros. D'après Alain De Mot, directeur général d'APETRA, ce prêt doit servir à financer l'achat de produits pétroliers. J'en déduis donc que ces achats sont toujours inexistantes.

Ce déficit structurel remonterait à la mise en place de l'agence. En effet, avant la création de cet organisme, les réserves nationales étaient gérées par les opérateurs pétroliers eux-mêmes contre une rémunération pour leurs frais de stockage.

Monsieur le ministre, les déclarations de M. De Mot sont-elles exactes?

Pouvez-vous me donner des chiffres concernant l'évolution des stocks pétroliers de notre pays depuis la création d'APETRA?

Pouvez-vous me donner un comparatif des coûts de stockage avant la création d'APETRA (une rémunération au secteur privé) et les coûts totaux actuels de cette gestion (frais globaux d'APETRA et autres)?

Peut-on déduire de l'analyse de ces tableaux que la gestion de ce dossier par l'agence APETRA est de qualité inférieure et de coût supérieur à celle réalisée antérieurement par le secteur privé?

01.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur Clarinval, l'année dernière, j'ai émis un rapport sur l'évolution des stocks stratégiques de produits pétroliers de notre pays en faisant état du fait qu'APETRA serait en mesure de gérer tous les stocks obligatoires de produits pétroliers de la Belgique pour la fin de l'année 2012. Les progrès enregistrés par APETRA l'année passée me permettent de confirmer ces déclarations.

En 2010, l'agence a acheté 350 000 tonnes de pétrole brut et 300 000 tonnes de produits pétroliers. Un financement de 800 millions d'euros a été contracté afin de réaliser ces achats.

Le financement de 250 millions d'euros auquel vous faites allusion est un deuxième financement qu'APETRA avait prévu en 2010 dans le cadre de sa constitution graduelle de stocks. Le système actuel de stockage est opérationnel au sein d'APETRA depuis le 1^{er} avril 2007.

Au départ, APETRA ne pouvait compter, pour remplir sa mission, que sur des tickets. Les tickets sont des droits d'achat sur des stocks détenus par le secteur pétrolier. L'offre de tickets était, à en juger par les premières adjudications de 2007, très inférieure au volume nécessaire pour couvrir l'obligation de stockage. De plus, l'offre semble très dépendante de l'évolution des prix reflétée par les marchés à terme de produits pétroliers.

Depuis lors, APETRA privilégie donc l'achat de ses propres stocks et ainsi la diminution de sa dépendance par rapport à ces tickets et à la volatilité des marchés. Cette manière de procéder est d'ailleurs très appréciée par les instances internationales. Pour pouvoir stocker ces quantités considérables de nouveaux dépôts sont nécessaires. Étant donné le délai de deux ans entre la demande des autorisations exigées pour la construction, les permis environnementaux et leur construction proprement dite, les premiers nouveaux dépôts viennent d'entrer en service. Un volume de 550 000 m³ est maintenant en construction et une troisième vague de nouveaux projets de construction se situe dans la phase des demandes d'autorisation.

Après vingt adjudications, APETRA a maintenant sous contrat toutes les capacités de stockage qui lui permettront de réaliser complètement son plan d'achat pour fin 2012.

J'en arrive ainsi à votre question sur les chiffres précis concernant l'évolution des stocks depuis le démarrage d'APETRA. Fin 2007, l'agence gère un stock de 1,6 million de tonnes qui n'existait que sous forme d'options d'achat, tandis que le secteur pétrolier avait encore une obligation de 504 000 tonnes puisqu'on était dans un *phasing out*. Fin 2008, APETRA avait en propriété 221 000 tonnes de pétrole brut, 330 000 tonnes de produits finis et encore des tickets mais à hauteur seulement de 738 000 tonnes. Les stocks détenus par le secteur pétrolier atteignaient alors 376 000 tonnes. Fin 2009, les stocks en propriété d'APETRA atteignaient 750 000 tonnes en pétrole brut et le même volume en produits finis. Les quantités sous forme de tickets s'élevaient à 1,3 million de tonnes et les stocks de l'industrie s'élevaient encore à 288 000 tonnes. APETRA gère actuellement, en moyenne, un peu plus de 80 jours d'obligation de stockage total de la Belgique. Ceci constitue une très forte augmentation puisque début 2008, on était aux alentours de 30 %.

Par catégorie de produits, nous sommes en ordre pour les essences et le fuel lourd, à savoir les catégories 1 et 3. Pour les distillats moyens (catégorie 2), 72 des 90 jours sont d'ores et déjà couverts et, d'après les achats planifiés par APETRA pour 2011, nous devrions avoisiner le cap des 80 jours, dès cet automne. Nous sommes donc très proches d'aboutir à 100 % de nos obligations fin 2012, comme je l'avais annoncé.

Avant l'existence d'APETRA, les coûts de stockage consistaient en une indemnisation du secteur pétrolier qui était couverte par une cotisation intégrée dans la structure du prix maximum. C'était donc les consommateurs qui les payaient. La formule de la contribution n'a pas été modifiée par le passage au nouveau système mais bien son ampleur. La contribution d'APETRA est aujourd'hui 12 % inférieure à celle qui était appliquée pour la couverture des frais pour la tenue des stocks par les opérateurs. Le système public est donc 12 % moins cher que le système privé.

01.03 David Clarinval (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour ces réponses précises. C'est avec plaisir que je prends note du fait que les objectifs 2012 sont maintenus et qu'actuellement, nous atteignons 80 jours. Contrairement à ce que l'on m'avait annoncé, si on assiste à une diminution de 12 % avec le

système actuel, la mission est accomplie!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état d'avancement du paiement des allocations forfaitaires mazout, gaz et électricité" (n° 2146)

02 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de stand van zaken met betrekking tot de betaling van de forfaitaire toelagen stookolie, gas en elektriciteit" (nr. 2146)

02.01 **David Clarinval** (MR): Monsieur le ministre, cette question est en quelque sorte le monstre du Loch Ness. À cet égard, je possède également des informations étonnantes. Il y a un peu moins d'un an, je vous ai interrogé concernant l'octroi d'une allocation forfaitaire mazout, gaz, et électricité de 105 euros afin d'alléger les factures de combustibles de chauffage. Vous m'aviez indiqué alors que depuis janvier 2009, 1 393 586 demandes de réduction forfaitaire pour les années 2008 et 2009 avaient été introduites auprès de vos services. Vous m'aviez également annoncé que pour le 1^{er} juillet 2010 au plus tard, l'ensemble de ces dossiers serait traité.

Or, à l'heure actuelle, plusieurs demandes n'auraient pas encore reçu de réponse de la part de votre administration. J'ai été interpellé par divers courriers en ce sens.

Monsieur le ministre, confirmez-vous le fait que plusieurs demandes n'auraient toujours pas été traitées et ce, plus d'un an après leur introduction? Dans l'affirmative, combien de dossiers sont-ils toujours en attente? Pouvez-vous m'indiquer quand les paiements d'allocations forfaitaires de mazout, gaz et électricité seront réellement et définitivement clôturés?

02.02 **Paul Magnette**, ministre: Monsieur Clarinval, l'ensemble des demandes introduites sur la base d'un dossier en ordre et recevable a été traité. Les montants ont été versés aux ayants-droit en 2010. Il subsiste deux cas de figure. Le premier concerne 11 dossiers pour lesquels les Finances ne disposent pas, à l'heure actuelle, des données nécessaires pour établir les revenus de l'année concernée, par exemple, des dossiers pour lesquels des éléments sont manquants dans le dossier fiscal. On ne peut donc pas vérifier si le bénéficiaire répond aux conditions. Le second est une anomalie d'une autre nature. Il porte sur des retours. Il s'agit de demandes pour lesquelles le numéro de compte a été clos ou était erroné. L'argent a bien été versé par l'administration, mais il est revenu sur le compte du SPF Économie. Il faut donc reprendre contact avec les ayants-droit pour leur demander un autre numéro de compte et relancer un nouveau paiement, ce qui est en cours pour environ 6 000 demandes.

02.03 **David Clarinval** (MR): Monsieur le ministre, je prends note qu'il reste environ 11 demandes pour lesquelles le dossier n'est définitivement pas clôturé. J'imagine que les personnes qui m'ont contacté correspondent à l'un de ces deux cas de figure. Je leur transmettrai donc la réponse que vous venez de me donner, afin qu'elles vérifient leur numéro de compte et les informations fiscales transmises. Je ne manquerai pas de revenir sur cette question si cela s'avérait nécessaire.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "certains travers du système belge actuel d'électricité 'verte'" (n° 2238)

03 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "bepaalde zwakheden van het huidige Belgisch systeem inzake groene electriciteit" (nr. 2238)

03.01 **David Clarinval** (MR): Monsieur le ministre, j'ai pu prendre connaissance par ailleurs de votre position sur ce sujet mais il n'est pas inintéressant de vous poser la question malgré les informations obtenues depuis lors.

Monsieur le ministre, j'ai lu récemment dans la presse que le régulateur fédéral du secteur énergétique et les trois régulateurs régionaux souhaitaient la suppression de l'exonération d'une partie de la cotisation fédérale dont bénéficie l'électricité verte. En effet, le système a poussé certains fournisseurs à "verdir" leur électricité

produite par l'achat de labels de garantie d'origine venant principalement de producteurs d'énergie renouvelable en Finlande, Norvège ou Suède.

Le plus souvent, les fournisseurs belges ne leur achètent que cette étiquette verte mais pas le courant qui l'accompagne. Résultat: la part d'énergie prétendument verte ne cesse de croître dans notre pays. Ainsi, en Belgique, 40 % de l'électricité vendue en 2009 était considérée comme verte alors qu'en réalité, la Belgique n'a produit qu'un petit 6 % d'électricité verte.

L'attrait pour ces labels est très grand en Belgique. En effet, l'électricité verte est exonérée de la part de la cotisation fédérale destinée à financer la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de celle qui finance la dénucléarisation des sites BP1 et BP2. Cela représente une économie de 2,5 euros par MW sur une cotisation fédérale totale de 4,06 euros et cela grâce à un label qui se négocie en moyenne 0,43 euro, ce qui permet d'engranger un bénéfice d'environ 2 euros par MW.

Monsieur le ministre, pouvez-vous confirmer les informations parues dans la presse? Quel est votre avis sur la question? La suppression de cette exonération est-elle à l'ordre du jour? Pourquoi ne voit-on pas alors de réaction en ce sens? Je reconnais que ma question date quelque peu. Pensez-vous qu'une initiative parlementaire serait judicieuse?

03.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur Clarinval, j'ai peu de chose à ajouter, puisque vous êtes remarquablement bien informé. En effet, les régulateurs ont attiré mon attention sur ce phénomène. C'est en quelque sorte un phénomène spéculatif autour d'une mesure qui, à l'origine, était pleine de bonnes intentions et qu'un de mes prédécesseurs avait mise en place pour stimuler l'électricité verte. Dans la mesure où on s'aperçoit que ce marché international de certificats de garantie d'origine conduit non pas à des abus, puisque tout reste légal, mais à une utilisation de ces mécanismes pour réaliser des économies, la question doit se poser.

En effet, en 2008, la part d'électricité réputée verte, c'est-à-dire celle qui correspondait à ces fameux certificats de garantie d'origine était de 15 %, en 2009 elle était de 20 %, en 2010 de 40 % et selon les premières estimations, elle serait de 60 % en 2011 et de 100 % en 2012 si on continue à suivre le système actuel.

Or, comme vous le rappelez, l'électricité verte effectivement produite est de l'ordre de 6 %. C'est un marché secondaire qui n'a plus rien à voir avec la réalité de ce qui était initialement un mécanisme de soutien. C'est en fait un mécanisme de soutien par lequel les consommateurs belges soutiennent le développement d'électricité verte en Norvège, en Suède et en Finlande, ce qui est très louable mais qui a un coût peut-être un peu déplacé pour nos consommateurs.

La CREG a estimé que si l'on supprimait cette exonération, la cotisation fédérale par mégawatt-heure passerait de 5,26 euros à 3,09 euros, ce qui représente environ 8 euros par an d'économie pour un ménage moyen. Pourquoi? Vous le dites vous-même: le coût de l'exonération des personnes qui en bénéficient est reporté sur tous les autres. Par conséquent, une suppression de l'exonération permettrait de baisser la cotisation fédérale moyenne. C'est la raison pour laquelle je l'ai proposée. Cela n'a pas été retenu par les partenaires de la majorité dans le cadre de la loi portant des dispositions diverses mais, comme je suis tenace, j'ai réintroduit cette proposition dans le troisième paquet, même si cela n'a rien à voir! C'était l'occasion de la réintroduire et elle reviendra donc très bientôt au parlement.

03.03 David Clarinval (MR): Je n'émetts aucun reproche à l'égard des fournisseurs. Ce système est légal et on ne peut pas leur reprocher de légaliser le système et de bénéficier des labels qui sont disponibles sur le marché européen. Je regrette simplement, comme vous, le fait que les recettes soient répercutées sur le compte des autres consommateurs et qu'il y a donc un déséquilibre.

J'avais en effet cru entendre qu'on en reparlerait dans le cadre du troisième paquet. Je suppose dès lors que nous aurons l'occasion d'y revenir. Même si cela risque de créer quelques émois, il faut, selon moi, revenir sur cette décision mais sans effet rétroactif pour ne pas perturber le système. Il conviendra, pour l'an prochain, d'éviter que cela ne se poursuive au risque d'avoir un effet pervers plus grand que l'objectif escompté.

Monsieur le ministre, je vous remercie pour cette réponse très claire.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*Voorzitter: David Clarinval.
Président: David Clarinval.*

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de vrijmaking van de energiemarkt en het derde pakket" (nr. 2065)

04 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la libéralisation du marché de l'énergie et le troisième paquet" (n° 2065)

04.01 Peter Logghe (VB): Mijnheer de minister, de uitdrukking derde pakket is nog maar gevallen en we moeten er al een vraag over stellen. De bijna monopoliepositie van Electrabel is een oud zeer. Ook de Europese Commissie had het in het verleden al een aantal keer over de sterke concentratie op de Belgische markt. Nuon, een nieuwkomer op de Belgische markt met intussen een marktaandeel van ongeveer 5 %, klaagt in een aantal persartikels over de sterke concentratie van de energiemarkt. Ik herinner in dat verband ook even aan een eerdere mondelinge vraag naar de gevolgen voor de Belgische markt van een mogelijk vertrek van Nuon.

In een recent persbericht klaagt Nuon ook over het feit dat het weinig informatie krijgt van de Belgische overheid en dat het bijvoorbeeld helemaal in het ongewisse wordt gelaten inzake de omzetting naar Belgisch recht van het derde pakket voor vrijmaking van de gas- en elektriciteitsmarkt. U bent natuurlijk op de hoogte van de kritiek van die niet onbelangrijke speler op de Belgische energiemarkt. Ik hoop dat u commentaar hebt op de kritiek. Mijn lezing van de kritiek – dat hoeft niet de uwe te zijn – is dat dat niet erg geruststellend is voor de positie van Nuon hier in België.

Vreest u niet dat Nuon door de punten van kritiek eigenlijk een stap dichterbij het vertrek uit de Belgische markt? Nogmaals, als Nuon vertrekt, wat zijn dan de gevolgen voor België? De concurrentiepositie van Electrabel wordt dan nog een stuk monopolistisch.

Waarom werd ten tijde van de pax electrica door de Belgische overheid alleen met de historische actoren van de markt gepraat?

Is een en ander transparant genoeg voor de andere mogelijke spelers? Klopt het dat Nuon in het ongewisse werd gelaten inzake de omzetting van het derde pakket?

De omzetting zou moeten gebeuren voor eind maart. Hoever staat men daarmee? Gaan we dezelfde weg uit als bij de eerdere twee omzettingen, waarmee België eigenlijk te laat was?

04.02 Minister Paul Magnette: Mijnheer Logghe, het is waar dat de markt in België, vooral op een hoger echelon op het niveau van de productie, nog zeer geconcentreerd is. Het feit dat Nuon in België zo snel aan belang heeft gewonnen, toont a fortiori aan dat de nieuwe leveranciers erin zijn geslaagd om op de Belgische markt door te dringen door marktaandeel van de historische operatoren af te snoepen.

Nuon heeft een vergunning verkregen om een grote centrale op gas in Seneffe te plaatsen, hetgeen aantoont dat Nuon zich duurzaam in België en op de markten van West-Europa in het algemeen wilde vestigen. Maar Nuon zal zich in ieder geval terugtrekken. Op het niveau van de staf van de groep is namelijk de strategische beslissing genomen om zich op meer winstgevende markten te concentreren. Die markten – Nederland, Duitsland en Polen – zijn meer dynamisch en worden gekenmerkt door groei. Dat feit is hoofdzakelijk te wijten aan de industriële groei van die landen en dus hun toekomstige vraag naar elektriciteit. Dat is niet te wijten aan het feit dat concurrentie in België werd toegestaan.

Tot nu toe heeft de regering met de eigenaars van atoomcentrales onderhandeld, opdat zij een deel van hun productiecapaciteit in België zouden afstaan of ruilen, in hernieuwbare energiebronnen in België zouden investeren, de beslissingscentra in België zouden handhaven en verplicht een deel van de geschatte nucleaire rente zouden afstaan. Wordt een deel van de rente niet overgedragen, dan is de nucleaire belasting van toepassing. Er wordt niet met de andere marktdeelnemers onderhandeld, want de elektriciteitswet is van toepassing op iedereen.

De producenten of de leveranciers worden door Febec vertegenwoordigd, die de hele sector vertegenwoordigt.

De omzetting gebeurt op het niveau van de overheid. Dat wordt niet met de elektriciteitsmaatschappijen onderhandeld. Er is geen ruimte om op af te bieden. Men moet zo trouw als mogelijk omzetten. De omzetting kan de concurrentie in België enkel verbeteren en een beter *level playing field* creëren. Wij zijn bezig met de omzetting. De Ministerraad zal de wetsontwerpen begin maart behandelen.

04.03 Peter Logghe (VB): Ik dank de minister voor zijn uitgebreide antwoord. Ik heb meestal niet veel toe te voegen aan zijn antwoorden. Ik deel zijn hoop, maar ik ben waarschijnlijk iets minder naïef. Ik zie niet onmiddellijk die andere concurrenten op onze markt afkomen. Ik blijf hopen op de omzetting van het derde pakket.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "voertuigen op CNG" (nr. 2066)

05 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les véhicules fonctionnant au GNC" (n° 2066)

05.01 Peter Logghe (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in het begin van het jaar heb ik u al eens ondervraagd over motorvoertuigen op waterstof. In uw antwoord merkte u terecht op dat waterstof niet per se milieuvriendelijk is, want dat alles eigenlijk afhangt van de manier waarop deze wordt geproduceerd.

Een alternatieve brandstof die sowieso wel milieuvriendelijk is, dat weet u, die minder CO₂ uitstoot en ook geen uitstoot geeft van kankerverwekkende stoffen zoals PAC, butadien en andere, is CNG of Compressed Natural Gaz, een degelijk, milieuvriendelijk alternatief voor andere vervuilende fossiele brandstoffen. Toch zijn er blijkbaar maar weinig tankstations waar men CNG kan tanken. Ook het wagenpark van de federale overheid is absoluut niet massaal overgeschakeld op deze energiebron, integendeel.

U kent dit procédé op gas. Het is ook een stuk goedkoper dan de fossiele brandstoffen en vooral milieuvriendelijker. In Nederland is het rijden op CNG wel goed ingeburgerd bij Nederlandse gemeenten, andere lokale overheden en ook bedrijven. Waarom schakelt het wagenpark van de federale en andere Belgische overheden niet over op CNG-gebruik?

Ten tweede, de voordelen van CNG liggen voor de hand, namelijk grote milieuvriendelijkheid, weinig kankerverwekkende stoffen en vrij goedkoop. Welke hindernissen zijn er in België om massaal of massaler over te gaan op het gebruik van CNG?

Ten derde, werd er op federaal vlak in plannen voorzien om het procédé met onderzoek en ontwikkeling verder te promoten? Zo nee, waarom niet? Zo ja, wanneer zien wij daar de projecten of plannen van? Zijn die al ontwikkeld? Worden die ontwikkeld? Ik luister graag naar uw antwoord.

05.02 Minister Paul Marnette: Mijnheer de voorzitter, het gebruik van aardgas voor de aandrijving van voertuigen is een techniek die inderdaad milieuvriendelijk is door minder uitstoot van CO₂ en een nuluitstoot van fijn stof. In enkele landen is het gebruik ervan al in bepaalde mate ingeburgerd. Ik denk aan Italië, Spanje en Duitsland. De Europese Commissie heeft op 6 juni 2006 een richtlijn gepubliceerd die richtlijn 2005 betreffende voorschriften voor het emissiebeperkingscontrolesysteem voor gebruik in voertuigen en vrijstellingen van gasmotoren heeft geüpdatet met het oog op een aanpassing aan de technische vooruitgang. In het kader van de 20-20-20-klimaatdoelstellingen is het gebruik van CNG nog in belang gestegen voor de Europese Commissie.

Het gebruik van CNG wordt in Brussel, Antwerpen en Luik al enkele jaren getest op stadsbussen en vuilniswagens. Omdat de technologie toen nog niet volledig op punt stond, is het gebruik ervan echter ofwel stopgezet, ofwel sterk verminderd.

Het inzetten van die techniek is nochtans wel haalbaar, aangezien al meerdere autoconstructeurs hun aanbod van voertuigen hebben uitgebreid met motoren die geschikt zijn voor aardgas. Voor privégebruikers

zijn er bovendien gepaste homecompressors op de markt gebracht die het gas van de distributiedruk tot de vereiste hoge druk moeten samenpersen.

Er zijn wel nog enkele zaken die opgelost moeten worden. Allereerst moet duidelijkheid geschept worden omtrent de accijnzen waaraan die toepassing onderworpen zal worden. Dat is heel belangrijk aangezien via die weg bepaalde incentives gegeven kunnen worden. Dat moet dan aan mijn collega van Financiën voorgelegd worden.

Het ontbreken van de nodige infrastructuur vormt een tweede hinderpaal. Dat kan vanuit een bepaalde industriële sector aangemoedigd worden, zoals bijvoorbeeld door Colruyt. Logischerwijze zullen dan vulinstallaties toegevoegd worden aan de klassieke tankstations. Die technologie is echter precies een rechtstreekse concurrent van de huidige eigenaars van die tankstations.

Ten derde bestaat er in ons land het koninklijk besluit van 9 juli 1997 betreffende het gebruik van samengedrukt aardgas voor het aandrijven van auto's, dat dringend aan verbetering en vervollediging toe is. Het bevat immers technische onduidelijkheden die uitgeklaard moeten worden.

Zij zijn het voorbeeld van een informele *coregroup* die de betrokken Belgische privéfederaties verenigt. Één van die werkgroepen buigt zich over de relevante reglementering, zoals de technische homologatie van de motoren of de specificaties verbonden aan de bouwtoelating van een vulstation.

De uiteindelijke bedoeling van voormelde *coregroup* is een promotiecampagne vanuit het federaal niveau naar regionaal, stedelijk en lokaal niveau op te zetten. Om die technologie toepassing te doen vinden zal wel een bepaalde vorm van incentivering nodig zijn. Het is immers zoals met andere nieuwe technologieën de vraag wie het economisch risico wil nemen om de eerste stap te zetten.

Te noteren valt nog dat op federaal niveau de eventuele officiële structurering van voormelde initiatieven onder de bevoegdheid van mijn collega voor Mobiliteit en Vervoer valt.

05.03 Peter Logghe (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw uitgebreid antwoord.

Ik zal met het laatste beginnen, namelijk de bevoegdheid van de staatssecretaris voor Mobiliteit. Hem wil ik vragen hoe het komt dat zo weinig wagens met alternatieve brandstoffen in België ingeschreven worden. Blijkbaar zijn er ter zake nog allerlei technische problemen die opgelost moeten worden.

Ik kijk dus uit naar de wijziging van de regels omtrent technische homologatie bij de inschrijving. Wij zijn er op dat vlak nog lang niet en moeten met afgunst kijken naar landen zoals Nederland waar de inschrijving wel heel vlot gebeurt.

U zegt dat de logica is dat men tankstations zou bouwen in de onmiddellijke omgeving van de klassieke stations. Dan doet men eigenlijk concurrentie aan de klassieke stations van fossiele brandstoffen. Ik ga daarmee akkoord, maar dat heeft het buitenland er toch niet van weerhouden om versterkt in te zetten op bijvoorbeeld CNG.

Ik neem er in elk geval nota van dat blijkbaar de politieke wil bestaat om meer in te zetten op CNG, dat men ook de kwestie van de accijnzen zal aanpakken en dat men eraan denkt om het koninklijk besluit van 1997 inderdaad te verbeteren.

Mijnheer de minister, ik zal over beide vraagstukken nog een aantal mondelinge vragen stellen. Het wordt in elk geval gevolgd.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*Voorzitter: Kristof Calvo.
Président: Kristof Calvo.*

06 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Klimaat en Energie over "technische problemen in verband met het doorsturen van attesten van beschermde afnemer" (nr. 2083)

06 Question de Mme Karin Temmerman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "des problèmes techniques relatifs à l'envoi d'attestations de client protégé" (n° 2083)

06.01 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb deze vraag reeds gesteld aan uw collega-staatssecretaris Delizée. Hij heeft mij naar u doorverwezen. Vandaar dat ik deze vraag nogmaals stel.

Het statuut van beschermde afnemer wordt toegekend aan mensen die voldoen aan bepaalde voorwaarden, zoals u ongetwijfeld weet. Als gevolg daarvan betaalt men de sociale maximumprijzen voor gas en elektriciteit.

Sinds 1 januari van dit jaar worden de attesten rechtstreeks van de FOD Sociale Zekerheid via digitale post naar de leveranciers van de betrokken afnemers gezonden. Dat lijkt mij een goede zaak, omdat het zo veel sneller en directer zou moeten gaan.

Nu blijkt echter dat dit omwille van technische problemen in een aantal gevallen niet schijnt te lukken. Dat betekent een financiële aderlating voor de mensen die recht hebben op of nood hebben aan het sociale tarief. Daardoor hebben zij de jongste maanden het volle tarief moeten betalen.

Begin januari vroeg ik dan ook aan staatssecretaris Delizée of er iets aan gedaan kon worden. Hij heeft toen geantwoord dat op 12 januari een werkvergadering zou plaatsvinden om die problematiek te bekijken.

Mijnheer de minister, mijn vragen zijn dan ook de volgende.

Wat is het resultaat van dat overleg? Zullen de mensen die in de tussenperiode de volle pot hebben betaald, die centen kunnen recupereren? Wordt dat met terugwerkende kracht terugbetaald, of niet?

06.02 Minister Paul Magnette: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Temmerman, het overleg van 12 januari, waarnaar u verwijst in uw vraag, heeft ertoe geleid dat de verschillende betrokken actoren zich beter op elkaar zullen afstemmen. Tot de betrokken actoren behoren onder andere de FOD Economie, de kruispuntbank voor de sociale zekerheid, de FOD Sociale Zekerheid, het directoraat-generaal Personen met een Handicap, de vertegenwoordigende organisaties van de OCMW's van elk Gewest en de POD Maatschappelijke Integratie.

Er werd duidelijkheid geschapen over de toepassingsregels van de automatische toekenning van het sociaal tarief en de rol van de attesten die worden verzonden door de sociale instellingen.

Ook werd overeengekomen om de communicatie van de verschillende actoren te optimaliseren en beter te stroomlijnen.

Voor de automatische toepassing van het sociaal tarief, heeft de FOD Economie speciaal daartoe een informaticasysteem ontwikkeld, teneinde een juiste beslissing te nemen voor welke energiecontracten het sociaal tarief toegepast dient te worden door de leveranciers. Daarbij worden de gegevens van de persoon die het contract bij de leverancier heeft onderschreven, vergeleken met de gegevens van het Rijksregister. Indien die gegevens te sterk verschillen in beide bestanden, zal het informaticaprogramma een beslissing nemen om het tarief niet toe te passen. In die zin is het niet correct om te spreken van technische problemen, maar eerder van de onmogelijkheid om de gegevens van de betrokken klanten automatisch te verwerken, omdat het risico van een foute overeenkomst te groot wordt.

De FOD Economie dient erover te waken dat het sociaal tarief toegekend wordt aan de juiste personen. De personen wiens gegevens niet automatisch verwerkt kunnen worden, krijgen via de sociale instelling waarvan zij een uitkering krijgen, alsnog een papieren attest opgestuurd. Het volstaat dat het attest aan de leverancier wordt overhandigd om het sociaal tarief verder te genieten. Die instructie wordt ook duidelijk vermeld in de begeleidende brief waarmee het attest wordt opgestuurd.

Het valt te verwachten dat het aantal personen van wie de gegevens niet automatisch verwerkt kunnen worden in de nabije toekomst systematisch zal afnemen, omdat de kwaliteit van de brongegevens zal verbeteren. Daartoe zijn er, in samenwerking met de leveranciers en de sociale instellingen, procedures opgesteld ter verbetering van de kwaliteit van de gegevens.

Indien die personen ondertussen het volledig bedrag van een commercieel tarief hebben betaald, zal de energieleverancier met terugwerkende kracht het sociaal tarief alsnog toepassen.

06.03 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw volledig antwoord. Het is positief dat de mensen het teveel terugbetaald zullen krijgen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de gasopslag in Loenhout" (nr. 2198)

- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de opslagcapaciteit van Gazprom" (nr. 2424)

07 Questions jointes de

- Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le stockage de gaz à Loenhout" (n° 2198)

- M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la capacité de stockage de Gazprom" (n° 2424)

De **voorzitter**: Ik zie collega De Meulemeester voorlopig niet.

07.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mijnheer de minister, eind 2010, werd een principeakkoord gesloten tussen Fluxys en Gazprom. Wij vernamen enkele weken geleden dat ontslagnemend premier Yves Leterme zich uitdrukkelijk achter de plannen schaaft om Fluxys en Gazprom samen te laten werken en zowel in Loenhout als in Zeebrugge de gasopslag van Russisch gas te laten plaatsvinden. Hij was daarvoor bij Poetin en Medvedev op een gezellig onderonsje. Blijkbaar heeft hij daar ook topman Alexey Miller van Gazprom ontmoet. De hoop werd geuit om het langetermijncontract rond de opslag van Russisch gas in Loenhout tegen eind april rond te krijgen. In die maand vindt er blijkbaar ook een prinselijke missie naar Moskou plaats met heel de état-major van het Belgische bedrijfswezen. Het is echter slechts mogelijk om een dergelijk contract te laten afsluiten mits een aantal wetswijzigingen, voornamelijk over de opslagcapaciteit. Fluxys is namelijk verplicht deze prioritaair te bedelen aan de netgebruikers die de publieke distributie fourageren.

Aangezien de regering bij mijn weten nog steeds in lopende zaken is, zou die zelf die beslissing niet kunnen nemen en zou het Parlement daarvoor een wetswijziging moeten doorvoeren. Volgens mijn inzicht moet het dan vooral gaan over het aanpassen van die prioritaire bedeling en moet het mogelijk zijn om een publieke tender uit te schrijven of een rondvraag zodat op die capaciteit kan worden geboden.

Voor de mogelijke opslag van Russisch gas in Zeebrugge heeft premier Leterme voorgesteld dat de terminal in Zeebrugge meer gebruikt zou kunnen worden voor de omzetting van vloeibaar gas in droog gas. Ook daar zijn de losrechten echter via langetermijncontracten verhandeld aan GDF Suez, de Belgische gashandelmaatschappij Distrigas en ook het gasbedrijf van de Perzische Golfstaat Qatar. Eigenlijk kan het Russische Gazprom helemaal geen vloeibaar gas binnenbrengen in Zeebrugge. Er wordt dan gesuggereerd dat er een vijfde opslagtank zou moeten worden gebouwd om dat wel mogelijk te maken. Men kan spreken van een nogal mistige situatie.

Daarom wil ik u vragen of u het Parlement wil horen over die wetswijzigingen? Bent u zelf van plan om alsnog in lopende zaken een initiatief te nemen? Anders wil ik dat initiatief heel graag voor u nemen.

Betreft het louter een toewijzing van een percentage van de opslagcapaciteit aan één bepaalde onderneming? Is daar geen *open season* nodig, zoals ik al suggereerde, om die vrijgekomen of na een wetswijziging vrijgemaakte capaciteit aan een of ander bedrijf te kunnen toewijzen? Kan de Belgische overheid zomaar beslissen om één bedrijf toegang tot die capaciteit te geven? Heeft het verminderen van de opslagcapaciteit van gas een impact op die bevoordeelde binnenlandse leveranciers? Zou dat een impact hebben op de prijs van het gas voor de consument? Weet u of er in die besprekingen die in Rusland en elders plaatsvonden, een samenhang zou bestaan tussen, enerzijds, hetgeen werd voorgesteld met betrekking tot het vrijmaken of toebedelen van opslagcapaciteit in Loenhout en, anderzijds, de plannen die in Zeebrugge geformuleerd werden?

07.02 Minister **Paul Magnette**: In de eerste plaats wens ik te benadrukken dat de recente bilaterale contacten tussen België en enkele gasproducenten aan Fluxys de gelegenheid hebben verschaft om enkele convergentiepunten te definiëren met belangrijke marktspelers. De MOU's zelf betreffen enkel haalbaarheidsstudies, en hebben een voorwaardelijk karakter. Inderdaad, vermits de eventuele verdere implementatie een aanpassing van de gaswet noodzakelijk maakt, maakt die materie het voorwerp uit van een voorstel in het Parlement.

De haalbaarheidsstudies vormen een eerste stap in het onderzoek. Verdere mogelijke stappen vormen een concreet businessplan, gevolgd door bindende contracten. Fluxys is zich er terdege van bewust dat het toewijzen van opslagcapaciteit moet beantwoorden aan het principe van niet-discriminatie en transparantie. De idee is dus geenszins om een voorkeursbehandeling te geven aan een onderneming, maar om integendeel, enerzijds, een deel van het opslagvolume prioritair te reserveren voor de leveranciers die in aanmerking komen, in verhouding tot hun respectievelijke marktaandeel in de openbare distributie. Anderzijds, vormt het de idee om het complement van de opslag, vermeerderd met het niet-gebruikte deel van het prioritair gereserveerde volume, via een *open season* open te stellen voor alle marktspelers, inclusief de leveranciers die in aanmerking komen voor het prioritaire gedeelte. In tegenstelling tot het huidige systeem, zou er voor dat complementair gedeelte wel een strategische opslagverplichting gelden van bijvoorbeeld 90 % van de gereserveerde capaciteit.

De verdeling tussen beide kan bij wet worden vastgelegd. Het huidige voorstel voorziet erin dat 45 % opengesteld wordt of dat de regulator het volume bepaalt op basis van de evolutie van de marktbewegingen. Ik stel vast dat door de integratie van de Europese energiemarkt, de leveranciers op een meer flexibele manier hun openbare dienstverplichtingen vervullen.

Zij maken op eigen initiatief meer en meer gebruik van de betere internationale interconnecties en van de mogelijkheden die de gasbeurzen bieden, eerder dan van het systeem van gasopslag.

Een eerste teken in België was het niet meer gebruiken van de peak shavinginstallatie in Dudzele. Ook werd de installatie van Loenhout recentelijk slechts voor een deel gevuld. Eenzelfde trend doet zich voor in de ons omringende landen.

Voor alle duidelijkheid: er is geen vermindering van het aanbod voor opslagcapaciteit. De bedoeling is alle leveranciers en producenten toegang te verschaffen tot de opslag in Loenhout, zodat deze maximaal wordt gebruikt. Het verplicht opgeslagen aardgas kan dan bij crisis door de opslagbeheerder worden aangewend voor de bevoorrading van de openbare distributie.

Wat de prijs voor de consument betreft, zijn de tarieven van de gasopslag in Loenhout als één van de enige in de Europese Unie gereguleerd. Tevens liggen de beste garanties voor competitieve grondstofprijzen juist in de dynamiek van een internationale open markt. De openstelling van de opslag verhoogt bovendien de bevoorradingszekerheid.

Tot slot kan ik vermelden dat vermelde MOU's uitsluitend van toepassing zijn op Loenhout. Zij hebben geen verband met de lopende uitbreidingen. Fluxys tracht geologische structuur maximaal te benutten en zoekt constant naar een optimalisatie van het gebruik van de ondergrond. De diensten van de LNG-terminal in Zeebrugge voor de partijen die geen langetermijncontract hebben gesloten, zijn toegankelijk op de primaire markten voor een 15-tal slots per jaar en op de secundaire markt voor ongeveer 10 % van de losbeurten. Om de primaire markt verder te ontwikkelen is in een tweede steiger voorzien. De haalbaarheid voor het bouwen van een vijfde opslagtank moet geplatest worden in het internationaal kader van de LNG-ontwikkelingen in West-Europa, en meer bepaald in Rotterdam en Duinkerken.

07.03 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Mijnheer de minister, het is alleszins geruststellend te weten dat de voorakkoorden die afgesloten zijn enkel verband houden met de haalbaarheidsstudies. Het is natuurlijk wenselijk voor iedereen te weten waarover gesproken kan worden, alvorens een en ander circuleert.

Het stemt mij uiteraard tevreden dat ik via u verneem dat Fluxys zich zeer bewust is van de stappen die ondernomen moeten worden en dat de transparantie behouden blijft door *open season*. Op het eerste gezicht lijkt uw antwoord mij bevredigend.

Het is wel opmerkelijk dat het cijfer in verband met de capaciteit die zou vrijkomen door wat u "een flexibele

invulling van de openbare verplichtingen" noemt 45 % zou zijn. Dat is niet onaanzienlijk. Dat is een belangrijke capaciteit.

Ik noteer verder dat uw diensten alvast van mening zijn dat de voorraadzekerheid vergroot kan worden door bepaalde energiecapaciteiten open te stellen voor de marktwerking. Dat verheugt mij ten eerste, mijnheer de minister. Ik dank u voor uw antwoord.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "de bijdrage van 12 miljoen euro van de petroleumsector" (nr. 2339)

- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de diplomatieke relaties van ons land met Qatar, de wachtrekening van 12 miljoen euro en het Federaal Energie Instituut" (nr. 2425)

08 **Questions jointes de**

- M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la contribution de 12 millions d'euros du secteur pétrolier" (n° 2339)

- M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les relations diplomatiques de notre pays avec le Qatar, le compte d'attente de 12 millions d'euros et l'Institut fédéral de l'Énergie" (n° 2425)

08.01 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, over de bijdrage van 12 miljoen is in de loop der tijden reeds heel wat gezegd. In 2006 besliste de regering-Verhofstadt om een korting op de stookoliefactuur van de gezinnen toe te kennen wegens de hoge olieprijs. Toen was er nog sprake van een bijdrage van ongeveer 100 miljoen euro. Wij hebben daarover een kleine mediarol gekend en uiteindelijk bleef van die 100 miljoen euro nog 12 miljoen over.

Volgens de petroleumsector ging het trouwens niet om een bijdrage maar om een lening. Het geld is terechtgekomen op een wachtrekening, in afwachting van een verdere bestemming.

Toenmalig minister van Energie, Marc Verwilghen, opperde het idee om een instituut op te richten met die fondsen dat onderzoek zou verrichten naar de optimalisering van de aanwending van petroleum en aardolie in het algemeen als energiebron.

Staat deze 12 miljoen euro nog steeds volledig op de wachtrekening? Zo nee, wat is er ondertussen mee gebeurd? Waaraan werd deze som volledig of gedeeltelijk besteed?

Wat zijn de mogelijkheden die op dit moment worden bekeken om het bedrag aan te wenden?

Onder welke voorwaarden moet dit bedrag terugbetaald worden aan de petroleumsector, gelet op hun claim dat het gaat over een lening?

Wordt het door voormalig minister Verwilghen vermelde instituut alsnog opgericht? Wat zal de kostprijs hiervan zijn? Op welke wijze zal dit samengesteld worden? Wat is de opdracht ervan?

Er werd gealludeerd op het feit dat het instituut nog niet werd opgericht wegens de onduidelijke opdracht ten opzichte van de Qatarese overheid en ook vanwege de deal met het zoet water en dat soort dingen. Mijnheer de minister, acht u het echter niet meer opportuun dat de bijdrage wordt aangewend voor meer substantiële maatregelen op het gebied van energiebesparing?

08.02 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de titel van mijn vraag verraadde al dat het om een samengestelde situatie gaat. Zoals de heer Wollants kort heeft aangehaald kwam in het nieuws dat er sprake van zou zijn om zoet water in de lege ballasttanks van de aardgasschepen uit Qatar te steken. Dan is er nog wat communautair gekissebis geweest over de bevoegdheden van eenieder, energie federaal, water regionaal en dergelijke meer. Dat is echter slechts een voetnoot in dit verhaal.

U bent in november 2009 al ondervraagd over wat er met die 12 miljoen zou gebeuren. Er was sprake van dat er een initiatief met Qatar zou ontstaan, een energie-instituut. U bent natuurlijk een nieuw minister en ik neem aan dat u nieuwe inzichten hebt. Ik zou echter willen weten, net zoals de heer Woollants, wat er met dat geld is gebeurd. Indien het gespendeerd is, is het dan naar onderzoeksprojecten gegaan, of is het naar sociaaleconomische maatregelen gevloeid? Misschien hebt u het gebruikt om een gebrek in de sociale bijdragen te financieren. Ik weet het niet.

Als het niet gespendeerd is, waarom staat het dan nog altijd op die wachtrekening? Geld dat daar maar staat te staan kost heel veel als men moet gaan lenen. Het zou erg jammer zijn om dat niet te benutten.

Zijn er nog steeds plannen om het Belgisch Energie-instituut op te richten? Zo nee, waarom niet? Zo ja, wat zal de taak van dat instituut zijn?

08.03 Minister **Paul Magnette**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Wollants, mijnheer Schiltz, het volledig bedrag van 12 miljoen staat inderdaad nog steeds op een wachtrekening van de FOD Economie. Het is juridisch onmogelijk om dat geld op een ander soort rekening te plaatsen.

Momenteel wordt de mogelijkheid bekeken om de fondsen te gebruiken voor het voeren van een sociaal energiebeleid ten behoeve van een deelgroep die vergelijkbaar is met die van het Sociaal Verwarmingsfonds, dit om het energieverbruik van deze gezinnen te verminderen.

Het gaat hier om een verplichte bijdrage en dus niet om een lening. Het geld wordt dus niet aan de sector teruggestort.

De vraag over de oprichting van het energie-instituut ligt al enige tijd niet meer op tafel. Er werd beslist om een fonds op te richten ter ondersteuning van de energiebesparingen bij specifieke doelgroepen. De onderhandelingen ter zake zijn nog aan de gang.

De huidige denkpiste over het leveren van zoet water via het LNG-schepentransport tussen België en Qatar zit nog in een haalbaarheidsfase, waarbij nog een aantal afspraken tussen de betrokken privébedrijven en gewestelijke overheden inderdaad dient te worden gemaakt.

Deze onderhandelingen verlopen parallel met andere onderhandelingen op federaal niveau in overleg met de Gewesten voor een eventuele technologische samenwerking met Qatar, die weliswaar niet noodzakelijk onder de vorm van een instituut zou functioneren. In dit kader werd eind vorig jaar een voorstel aan de Qatarese overheid gestuurd. Er is onder andere een voorstel in opgenomen over een gezamenlijk onderzoek naar de verdere ontwikkeling van zonnepanelen.

Deze aangelegenheden staan voor alle duidelijkheid los van de 12 miljoen petro-euro waarvan eerder sprake.

08.04 **Bert Wollants** (N-VA): Mijnheer de minister, ik merk dat in uw antwoorden de meeste van mijn vragen vervallen, aangezien ze niet meer aan de orde zijn.

Ik hoor vooral een initiatief in de richting van een sociaal energiebeleid. Uiteraard zijn wij zeer benieuwd naar wat daarmee effectief zal gebeuren. Immers, dat de doelgroep dezelfde is, tot daaraantoe, maar wij moeten er ook voor zorgen dat dit sociaal energiebeleid efficiënt wordt gevoerd. Op dit moment worden er ook door de Gewesten initiatieven genomen op het vlak van sociaal energiebeleid en het is belangrijk dat de afstemming optimaal gebeurt. Ik veronderstel dat u in de toekomst met uw voorstellen naar buiten zult komen en dat wij daarover op korte termijn meer zullen vernemen.

08.05 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Mijnheer de minister, de communautaire spanning is, zoals de heer Wollants terecht zegt, inderdaad een iets minder belangrijke voetnoot, maar die kan ter zake wel uitgroeien tot een groot probleem. Er wordt immers in twee richtingen gedacht en gewerkt.

De situatie rond de 12 miljoen van de stookoliesector is een beetje vergelijkbaar met datgene waarover wij nu discussiëren, met name de nucleaire rente. Ik wil vermijden dat over een paar jaren die 250 miljoen of zoveel miljard ook op een wachtrekening wordt gezet en er fantastische, ronkende initiatieven ontstaan, maar dat de tijd ons inhaalt en dat ook daarmee alweer niets gebeurt.

U kondigt inderdaad initiatieven aan, zoals sociale energie-initiatieven en energiebesparende initiatieven, maar ook daar houd ik alweer mijn hart vast. Wij zullen de debatten uitvoeriger voeren over het derde pakket, maar ik blijf er bijzonder verveeld mee zitten dat wij in België een structuur hebben van begeleidende maatregelen rond de energiesector die ofwel sociaal, ofwel ecologisch, ofwel nog iets anders zijn, maar er allesbehalve toe bijdragen dat de energiemarkt goed functioneert.

Wat het zoet water betreft, het zit in een haalbaarheidsonderzoek. Dat is nogal evident. Op zich vind ik het vreemd dat men al zo ver gaat. Als wij de relevante gegevens van de Europese Commissie er op nalezen, dan blijkt België het enige land te zijn in Noordwest-Europa waar er de komende vijftig jaar een zoetwatertekort dreigt. Uitgerekend het enige land dat daarmee te kampen kan krijgen, gaat dan overwegen om water te exporteren. Het lijkt mij bijzonder vreemd dat wij binnenkort misschien nog meer gras of energie zullen moeten importeren om ons zout water te ontziltten om nog genoeg zoet water te hebben, omdat wij het allemaal verkocht hebben. Het dreigt een beetje een Kafkaïaanse situatie te worden.

Een en ander zit slechts in het stadium van een haalbaarheidsonderzoek; ik hoop dat dit voldoende duidelijkheid zal brengen. Ik hoop vooral dat de resem aan ecologische en sociale initiatieven die onze energiemarkt versmachten, langzamerhand met gestructureerde maatregelen uitgewerkt kan worden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Mevrouw Almaci is verontschuldigd wegens ziekte.

09 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de boete van 360 miljoen euro voor Electrabel" (nr. 2401)

09 Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'amende de 360 millions d'euros infligée à Electrabel" (n° 2401)

09.01 Peter Logghe (VB): Mijnheer de minister, de CREG moet als energiewaakhond onder andere waken over de totstandkoming van de energieprijzen. Aan de hand van de gegevens die Electrabel, toch een echte monopolist inzake energie, in eerste instantie op 3 januari overhandigde, kon de CREG de winstmarges niet bepalen. De regulator drong natuurlijk aan op bijkomende concrete gegevens, maar Electrabel zou voorlopig nog geen antwoord hebben gegeven.

Er hangt Electrabel een gigantische boete van 360 miljoen euro, 3 % van de omzet, boven het hoofd, maar zelfs dat overtuigt Electrabel blijkbaar niet om de gegevens vrij te geven. Ik vraag mij af hoe het verder moet met de zaak.

Mijnheer de minister, ten eerste, hoever staat het met de verdere uitwerking van het raamakkoord met Electrabel?

Ten tweede, tegen wanneer moet Electrabel antwoorden op de vragen van de CREG? Heeft zij nog beroepsmogelijkheden? Wordt de boete dan ook automatisch van toepassing?

Ten derde, hoe moet het standpunt van Electrabel om geen verdere concrete gegevens bekend te maken, worden begrepen? Wat houdt ons tegen om op basis van de weigering bijvoorbeeld de nucleaire taks te verdubbelen of te verdrievoudigen? Blijkbaar is een boete van 360 miljoen euro weinig overtuigend.

Een collega van u, minister Reynders, stelde onlangs voor om de nucleaire taks te brengen op 500 miljoen euro. Wordt zijn standpunt door de regering gedragen? Vanaf wanneer wordt dat bedrag opgelegd aan de producenten?

Ten slotte, welke rechtsgrond heeft de CREG om de betaling van de boete af te dwingen?

Ik ben benieuwd naar uw antwoord.

De **voorzitter**: Dat is een voorproefje van het debat van morgen.

09.02 Minister Paul Magnette: Mijnheer Logghe, er zijn geen directe onderhandelingen met Electrabel meer

geweest sedert de regering in lopende zaken is.

U vermeldt hierbij een geschil tussen Electrabel en de federale regulator, de CREG, waarin ik niet tussenbeide kan komen. De wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt voorziet in de mogelijkheid voor de federale regulator om een boete op te leggen indien een onderneming de vereiste gegevens niet meedeelt na een aanmaning en eventuele hoorzitting. De boete is begrensd tot in totaal 3 % van het zakencijfer. Hetzelfde wetsartikel voorziet erin dat de regulator een boete kan opleggen maar niet automatisch.

Er kan beroep worden aangetekend bij het hof van beroep. Het beroep kan opschortend zijn indien aan bepaalde voorwaarden wordt voldaan.

Nogmaals, ik ben geen belanghebbende partij bij het conflict. Electrabel beweert dat het niet alle precieze gegevens kan verschaffen die vereist worden door de regulator. Dat kan in geen enkel geval verbonden zijn met de kwestie van de nucleaire contributie, die uitgaat van de regering en niets te maken heeft met een boete noch met de kwestie betreffende de heffing van een hogere bijkomende nucleaire contributie ingeval verlenging van de levensduur van de centrales. In dat geval betreft de heffing enkel en alleen de toepassing van de elektriciteitswet, die thans van kracht is.

De contributie werd door de regering op 250 miljoen euro vastgelegd. Morgen, op 9 februari, zijn er hoorzittingen over de berekening van de rente met de CREG, de Nationale Bank en de producenten gepland.

09.03 Peter Logghe (VB): Mijn vraag was ingediend op een moment dat de hoorzittingen nog niet vastlagen.

Ik bedank u voor het mij toezenden van uw wetsontwerp. U hebt een wetsontwerp klaargemaakt over de gas- en elektriciteitsmarkt. Ik heb het aandachtig gelezen. Wij zullen er zeker nog opnieuw over spreken, zeker wanneer er een regering komt en het wetsontwerp opnieuw wordt ingediend.

Het heeft mij alvast verbaasd dat er in het wetsontwerp sprake is van maximaal 2 % van de omzet als sanctie. Nu is het 3 %. Dat lijkt mij een lichte terugval. We komen er nog op terug. Ik kijk al uit naar de hoorzitting van morgen, waar we hopelijk eindelijk een antwoord zullen krijgen op de vragen hoe het nu zit met de juiste berekening op basis van welke winst. Wordt vervolgd.

De **voorzitter**: We zijn allemaal in blijde verwachting van de cijfers morgen.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

10 Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le respect et le contrôle du respect de la nouvelle loi relative aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs" (n° 2344)

10 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Klimaat en Energie over "de naleving van de nieuwe wet betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming en de controle daarop" (nr. 2344)

10.01 Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, le 6 avril 2010, après beaucoup de débats, nous avons voté une nouvelle loi relative aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs. Ce changement était nécessaire; nous l'avons tous dit.

Ce changement de loi a entraîné le déplacement de certains articles. J'ai eu moi-même une frayeur car sous une ancienne législature, en 2007, nous avons réglé toute la problématique du tarif d'appel lorsque l'appel concerne l'exécution du contrat conclu et pas une plus-value. J'ai été effrayée car j'ai cru que cette disposition avait été retirée lors de la grande négociation de la loi sur le marché. Or ce n'est pas le cas puisqu'elle est reprise à l'actuel article 43.

En revanche, j'ai reçu quelques plaintes de la part de consommateurs – c'est la raison pour laquelle je pensais que cette disposition avait été retirée – au sujet de la non-application de ce principe.

Je voulais simplement savoir si des enquêtes régulières étaient effectuées auprès des opérateurs et des entreprises.

Le service Médiation du SPF Économie a-t-il reçu des plaintes?

Je pense que ces articles sont perdus dans une énorme loi. Il est important d'informer les consommateurs quant à leurs droits. Ils en ont tellement mais le savent tellement peu! Peut-être faudrait-il trouver une manière d'informer notamment sur les contrats – c'est maintenant que j'y pense. Quand on signe un contrat avec un opérateur téléphonique, un câblo-opérateur ou autre, il faudrait mentionner les droits du consommateur au sujet des appels. Si un câblo tombe en panne, ce n'est pas à nous à payer la demi-heure de téléphone.

Telle était ma question et la bonne idée que je viens d'avoir!

10.02 Paul Magnette, ministre: Monsieur le président, madame Lalieux, merci pour votre question et votre bonne idée!

En 2010, la DG Contrôle et Médiation du SPF Économie a reçu huit plaintes au sujet du tarif téléphonique facturé pour le service après-vente. En mars 2009, une enquête générale nationale a été organisée concernant le respect de cet article, autrefois article 39 ter. Au total, 39 entreprises ont été contrôlées, dont 27 opérateurs de télécommunication, trois téléédistributeurs et neuf prestataires de service de télécommunication et de télédistribution. Seules deux infractions ont été constatées et toutes deux ont donné lieu à la rédaction d'un procès-verbal d'avertissement.

Les infractions à cet article ont été recherchées et constatées via un contrôle tant du site internet que des contrats et, le cas échéant, des factures, dépliants publicitaires, etc., des prestataires de service concernés.

En ce qui concerne les longs délais d'attente aux services après-vente, la DG Contrôle et Médiation n'enregistre aucune donnée pour cette matière qui, en tant qu'affaire civile, ne relève pas de sa compétence de contrôle.

10.03 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie. Je ne connaissais pas l'étude de 2009; j'espère qu'il en paraîtra régulièrement pour éviter que la publicité autour de certains articles ne s'émousse avec le temps.

J'espère que le temps d'attente sera très prochainement régulé: c'est important pour le consommateur.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

11 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "de federale bijdrage die wordt verrekend op de elektriciteitsfactuur" (nr. 2411)

11 Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la cotisation fédérale sur les factures d'électricité" (n° 2411)

11.01 Rita De Bont (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u hebt plannen om een einde te maken aan de vrijstelling van de gebruikers van groene stroom om een bijdrage te leveren aan het zogenaamde Kyotofonds en het denuclearisatiefonds.

Die plannen zijn gebaseerd op de vaststelling dat het systeem zich leent tot legale misbruiken, aangezien elektriciteitleveranciers nogal creatief kunnen omspringen met de maatregel. Zij wassen elektriciteit uit Belgische niet-hernieuwbare bronnen groen met buitenlandse groenestroom-certificaten, die hen minder kosten dan de korting die ze kunnen bekomen op de federale bijdrage.

Zij verhogen daarmee niet enkel hun winst op de kap van de verbruikers van zuivere grijze stroom, maar geven daardoor mogelijk ook een vertekend beeld van de werkelijke productie van groene stroom, aangezien de misbruiken tot dubbeltelling van groene stroom in Europa kunnen leiden.

Door het systeem van vrijstelling volledig af te schaffen en dus alle stroomproducenten te laten bijdragen

voor het Kyotofonds en het denuclearisatiefonds, wordt die situatie rechtgetrokken, maar verliest men tevens een belangrijke stimulans voor de investering in en de productie en het gebruik van de in België al ontoreikende groene stroom.

Zou het niet mogelijk zijn die vrijstelling wel te behouden voor de echte binnenlandse producenten van groene stroom en af te schaffen voor de in het buitenland aangekochte certificaten?

De CREG verwacht dat in 2011 amper 40 % van de verbruikers nog zal meebetalen voor het Kyotofonds en het denuclearisatiefonds. Hoeveel verbruikers zouden er nog meebetalen als men de vrijstelling afschaft voor de in het buitenland aangekochte certificaten?

11.02 Minister **Paul Magnette**: Mijnheer de voorzitter, het is inderdaad zo dat de denkpiste van een ontheffing op basis van groene certificaten voorkeur geniet ten opzichte van de ontheffing via oorsprongcertificaten, vermits dit de controle toelaat dat de ontheffing wel degelijk betrekking heeft op energie die in ons land wordt geproduceerd.

Het voorziene systeem dient wel vooraf besproken te worden bij Enover, want de groene certificaten vallen onder de regionale bevoegdheden, behalve voor *offshore*, evenals het register dat hen opsomt.

Tevens moet het systeem in overeenstemming zijn met de regels van de Europese binnenlandse markt.

In verband met de hoeveelheid bijdrage aan het Kyotofonds en de denuclearisatie, moet men ermee rekening houden dat het systeem in de loop van de volgende jaren zou kunnen vervallen indien het niet wordt bijgestuurd.

In elk geval, in 2009 bedroeg het aandeel groene energie dat in België wordt geproduceerd ongeveer 6 %, terwijl volgens het huidige ontheffingssysteem, gebaseerd op de fuelmix, goedgekeurd door de regionale regulator op basis van de oorsprongcertificaten, 60 % van de geproduceerde elektriciteit groen zal zijn.

11.03 **Rita De Bont** (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, dat is inderdaad een aanzienlijke discrepantie. Het is goed dat men eraan werkt om te proberen deze legale fraude weg te werken. Ik verneem dat het nog niet helemaal op punt staat hoe u die vrijstelling of voor wie u die vrijstelling gaat afschaffen.

Inderdaad, men moet het kind niet met het badwater weggooien en de echte producenten van groene stroom niet benadelen, want wij hebben die momenteel meer dan nodig.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

12 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "de blijvende toeslagen voor onlineboekingen" (nr. 2434)**

12 **Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les suppléments persistants sur les réservations en ligne" (n° 2434)**

12.01 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, een tijd geleden werd ook in deze commissie aangekondigd en vrij regelmatig herhaald dat men op Europees vlak steeds meer de nadruk ging leggen op de transparantie van vliegtuigreizen en dan vooral van de prijszetting en de kostprijs ervan. Nogal wat vliegtuigmaatschappijen namen het niet al te nauw met de reglementering en rekenden vlot allerlei bijpremies aan die op het oorspronkelijke biljet niet stonden en achteraf werden verrekend. Deze werkwijze is intussen doorgesijpeld tot in de boekingen online. Allerlei kosten verhogen de oorspronkelijke prijs. Het gaat van online reserveringskosten tot *administration fees*.

Was Ryanair tot hiertoe de enige maatschappij die zeer creatief met allerlei bijpremies omsprong, dan zouden momenteel ongeveer alle vliegtuigmaatschappijen het toepassen.

De toeslagen zouden in bepaalde gevallen oplopen tot 20 % van het aankoopbedrag. In het belang van de consument is dat toch onaanvaardbaar.

Bent u op de hoogte van deze praktijken? Had de Europese Commissie tijdens het voorzitterschap van België, of net daarvoor, niet geëist dat men vanaf het begin de totale prijs moest kennen? Wat blijft er nog over van die beoogde transparantie?

Is de werkwijze waarbij online steeds nieuwe kosten bij het oorspronkelijke bedrag worden gevoegd wettelijk? Kan de vliegtuigmaatschappij dat zomaar? Zijn er in dit verband al klachten bij de Belgische overheden binnengekomen?

Wat doet u binnen de marges van een ontslagnemende regering om deze praktijken tegen te gaan? Worden er op Europees vlak maatregelen genomen? Zo ja, welke?

12.02 Minister **Paul Magnette**: Mijnheer de voorzitter, ik ben natuurlijk op de hoogte van deze praktijken. De prijsontduikingsproblematiek van vliegtuigtickets is niet nieuw en heeft altijd op onlineboekingen betrekking gehad. Ik heb trouwens in november 2009 al op een vraag van u over de problematiek geantwoord.

De regels inzake prijsaanduiding zijn ingebed in de communautaire wetgeving, die door de lidstaten wordt gehandhaafd. Voornoemde wetgeving stelt dat, op het ogenblik dat de consument wordt uitgenodigd om een aankoop te doen, hij over alle daartoe noodzakelijke informatie moet beschikken.

De informatie betreft niet alleen maar wel bij uitstek de prijs. In het bijzonder stelt artikel 23 van de Europese verordening inzake gemeenschappelijke regels voor de exploitatie van luchtdiensten in de Europese Gemeenschap, die sinds november 2008 van kracht is, het volgende. Ik citeer: "De definitieve prijs wordt steeds bekendgemaakt en omvat de geldende passagiers- of luchttarieven en alle toepasselijke belastingen en heffingen, toeslagen en vergoedingen die op het tijdstip van publicatie onvermijdbaar en voorzienbaar zijn."

De meeste maatschappijen lossen dit op door te werken met een *running total*, zijnde een techniek waarbij op hetzelfde scherm de basisvluchtprijzen alsook een directe berekening van de totaalsom, inclusief onvermijdbare, bijkomende kosten worden opgegeven.

De Algemene Directie Controle en Bemiddeling ontving ter zake het voorbije jaar een twintigtal klachten. Ik heb evenwel geen informatie over het aantal klachten dat bij de Algemene Directie Luchtvaart van de FOD Mobiliteit is toegekomen.

Er werd op Belgisch niveau een wetsontwerp voorbereid, om de handhaving van artikel 23 van de Europese verordening inzake gemeenschappelijke regels voor de exploitatie van luchtdiensten te stroomlijnen. Het voorstel werd, wegens de politieke situatie, vooralsnog niet in het Parlement ingediend.

Op Europees vlak verwijs ik naar de communautaire reglementering alsook naar de werkzaamheden van een werkgroep van experts, waarbij de consumentenbescherming ten aanzien van de luchtvaartpassagiers zal worden geëvalueerd.

12.03 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik zal in elk geval bij de FOD Mobiliteit nagaan hoeveel klachten er via dat kanaal zijn binnengekomen.

Ik herinner mij dat er in de vorige legislatuur in de commissie voor het Bedrijfsleven een paar keer sprake van was de namen van de vliegtuigmaatschappijen die tegen de algemene regels inzake kostprijs, prijszetting en transparantie bleven zondigen, algemeen bekend te maken en ze aan de muur te spijkeren als eeuwige zondaars.

Ik neem er ook nota van dat het wetsontwerp of wetsvoorstel om een en ander inzake artikel 23 te verbeteren, door de val van de regering niet meer verder werd besproken. Bestaan er plannen om dat op korte termijn opnieuw in te dienen? Waarschijnlijk niet. Ik merk dat u nee zegt.

Wij zullen dan zelf bekijken of wij daar iets mee kunnen doen.

Ik dank u voor uw antwoord. Wij blijven deze zaak verder opvolgen.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

13 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "AstroContact" (nrs 2261 en 2495)

13 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "AstroContact" (n^{os} 2261 et 2495)

13.01 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de minister, zoals het geval is geweest met de belspelletjes op VTM een paar weken geleden werd het programma AstroContact in 2009 even van de zender gehaald. Dat programma werd gemaakt door het Nederlandse productiehuis Byteplanet. Die uitzending is van de zender gehaald nadat twee presentatrices uit de biecht hadden geklapt en verteld hadden dat het programma enkel opgericht was om kijkers geld te ontfutselen door hen minutenlang te laten wachten alvorens hen in contact te brengen met een waarzegster. VTM heeft het programma toen voorlopig van de buis gehaald tot alle klachten onderzocht zouden zijn. Ondanks het feit dat bepaalde klachten effectief gegrond waren, is het programma achteraf opnieuw op de buis gekomen. Momenteel wordt het programma uitgezonden op VTM, VT4 en VIJFtv. Het astrologische en morele aspect van het programma buiten beschouwing gelaten, wil ik u graag een aantal specifieke vragen over dit programma stellen.

AstroContact lijkt op eerste gezicht minder gevaarlijk dan de beruchte belspelletjes en is alleszins iets goedkoper met 1 euro in plaats van 2 euro per oproep. Men betaalt echter ook sowieso 1 euro als men niet in de studio binnen raakt. De vraag is of er strikt op toegezien wordt dat de maximale of totale prijs tijdens elke uitzending duidelijk wordt meegedeeld aan de kijker. Dat is ook verplicht bij de belspelletjes. Zo komt de beller achteraf niet voor verrassingen te staan.

Wordt elke kandidaat ervan op de hoogte gebracht dat hij ook betaalt voor een ontvangen sms en niet alleen voor een verzonden sms? Op welke wijze wordt dit meegedeeld? Wordt dit allebei op even duidelijke wijze meegedeeld?

Een van de klachten is dat de makers van het programma bij telefonisch contact de bellers minutenlang aan het lijntje houden alvorens ze met een waarzegster in contact worden gebracht. Staat er een maximale duur op de telefoontjes om het te betalen bedrag voor de kijker te beperken?

Wordt de kijker zoals bij de belspelletjes bij elke uitzending duidelijk gemaakt waar de gedupeerde met zijn klachten terecht kan?

13.02 Minister Paul Magnette: Mevrouw Smeyers, de Algemene Directie Controle en Bemiddeling heeft terzake reeds een tegensprekelijk onderzoek aangevat waarbij wordt nagegaan of er inbreuken kunnen worden vastgesteld op de wet marktpraktijk in het algemeen en de regels inzake prijsaanduiding in het bijzonder. Op basis hiervan zal zij de meest gepaste maatregelen treffen.

De maatregel die tegemoet komt aan het beperken van het te betalen bedrag voor de kijker vindt men terug in artikel 50 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers. Dit artikel bepaalt dat enkel 0905-nummers, met een maximum van 2 euro per oproep, gebruikt mogen worden voor entertainmenttoepassingen zoals Astrocontact. Met andere woorden, ongeacht de duur dat men aan het lijntje wordt gehouden, is het te betalen bedrag voor de kijker beperkt tot maximaal 2 euro per oproep.

Er wordt op geen enkele wijze melding gemaakt van enige instantie waar men terecht kan met klachten.

13.03 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de minister, ik heb direct dezelfde reflex als bij de belspelletjes. Als blijkt dat er niet voldoende garantie gegeven kan worden dat de consument niet bedrogen wordt, dus als niet de gepaste maatregelen genomen kunnen worden – u zegt zelf dat er nergens meegedeeld wordt waar consumenten met een klacht terecht kunnen –, denk ik dat het net zoals bij de belspelletjes gaat om puur bedrog van de goedgelovige consument.

Er mag toch wel over nagedacht worden om dat aan banden te leggen. Ik wil niet radicaal zijn, maar bij de belspelletjes is de conclusie dezelfde. Wet na wet, en ook via koninklijk besluiten, wordt er al geprobeerd om de belspelletjes zo strikt mogelijk te reglementeren. Toch blijkt dat de producenten van die belspelletjes zo

inventief zijn om wet en koninklijk besluit te omzeilen.

Ik heb hier zo'n beetje hetzelfde gevoel, hoewel niet de Kansspelcommissie bevoegd is, maar wel het BIPT, het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie. Ik denk dat ook hier afschaffing de beste oplossing is.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

14 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "het vangnet voor prijsstijgingen" (nr. 2436)

- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "maximumprijzen voor gas en elektriciteit" (nr. 2489)

14 Questions jointes de

- M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le filet de sécurité pour contrer l'augmentation des prix" (n° 2436)

- M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plafonnement des prix du gaz et de l'électricité" (n° 2489)

14.01 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de minister, u hebt enige tijd geleden uw wens uitgedrukt om een vangnet te creëren dat disproportionele prijsstijgingen in de Belgische energiemarkt moet tegenhouden. Het vangnet zou de CREG laten toezien op de leveranciersprijzen voor elektriciteit en gas, waarna na vergelijkend onderzoek de regulator binnen de vier weken de toestemming zou moeten verlenen om een vooropgestelde prijsstijging toe te staan. Op die manier zouden al te sterke fluctuaties in elektriciteits- en gasprijzen worden vermeden, waardoor een snel stijgende inflatie zou kunnen worden afgeremd.

Om dat mogelijk te maken is er een wetswijziging nodig. Momenteel kan de CREG immers wel toezicht houden op de prijzen, maar er voor de rest slechts aan u over rapporteren. Om effectief tot goedkeuring of afkeuring te kunnen overgaan, zal de elektriciteits- of gaswet aangepast moeten worden. Daarbij moet aandacht worden besteed aan de Europese mededingingsbepalingen die ter zake van toepassing zijn.

In de discussie rond de nucleaire rente hebben we gehoord dat de CREG problemen heeft met het berekenen van prijzen en het beoordelen van de billijkheid van winstmarges. U haalde dat aan als één van de redenen dat de studies van de CREG af en toe voor problemen zorgen. Één en ander zou te maken hebben met het feit dat de CREG bepaalde detailgegevens niet kan bemachtigen en dat zij niet over alle contracten beschikt in het kader van de nucleaire rente. Ik kan mij indenken dat dat ook hier relevant is. Vandaar mijn vragen.

Welke maatregelen wil u concreet nemen om de CREG de bevoegdheid te verlenen om prijsstijgingen goed te keuren of af te keuren?

Heeft de CREG op dit moment de nodige instrumenten om tot een correcte berekening te komen, nog los van de bevoegdheid om goed te keuren of af te keuren? Zal dat na de omzetting van het derde energiepakket verbeteren?

Is het louter laten fluctueren of het vastleggen van afwijkende regels voor de Belgische energiemarkt binnen een Europese context verantwoord? Hoe zit het met de Europese mededingingsregels?

Is dat realiseerbaar binnen het principe van lopende zaken of kan dat net niet? Dit is immers wel sterk ingrijpen op de energiemarkt zelf.

14.02 Peter Logghe (VB): Ik zal niet alles herhalen wat collega Wollants al met veel welsprekendheid naar voor heeft gebracht.

De **voorzitter**: Daar bloeit iets moois. Misschien is er toch nog een Forza Flandria in de maak?

14.03 Peter Logghe (VB): Wie weet?

Wij beroepen ons mijns inziens beiden op een artikel in *L'Echo* waar u een voorstel doet om een controlesysteem voor de elektriciteits- en gasprijzen in te voeren. Die prijzen zouden niet boven een bepaald maximum mogen uitstijgen.

Iedereen binnen deze commissie deelt al lang dezelfde zorg over de stijging van de energieprijzen. Het is zo dat sterke fluctuaties van de gas- en elektriciteitsprijzen atypisch zijn voor de eurozone. We hebben u daarover al veel ondervraagd in deze commissie. Ik heb ter zake nog enkele concrete vragen die deels aansluiten bij de vragen van collega Wollants.

U wil dat elektriciteitsleveranciers hun tarieven voorleggen. Ik dacht dat ze dat nu al moesten doen aan de CREG. Wat zal dan het verschil zijn met vroeger?

Nieuw is dat als de CREG zou oordelen dat de tarieven onredelijk hoog zijn, zij de mogelijkheid zou hebben om lagere tarieven op te leggen. Quid als, zoals nu al het geval is, de informatie waarover de CREG beschikt onvoldoende is om te oordelen of de tarieven te hoog zijn? Wat zal het verschil zijn met nu?

Ten derde, in welke sanctionering zou u voorzien?

Mijn vierde vraag heeft een toch wat meer politiek-ideologische achtergrond. Vorige week had ik het met een andere minister in de commissie over de maximumtarieven. Die minister was vlakaf tegen maximumtarieven omdat deze naar zijn mening in de meeste gevallen niet in het voordeel van de klant zijn, vooral omdat alle tarieven op de markt dan de neiging hebben zich te richten naar dat maximumtarief.

Hoe zit dat binnen de regering? Wordt uw voorstel om een soort vangnet of maximumtarief in te voeren door de regering gedragen? Wat is de stand van zaken?

14.04 Minister **Paul Magnette**: Mijnheer de voorzitter, collega's, inzake de omzetting van het derde energiepakket zijn in bepalingen voorzien om de residentiële klanten te beschermen.

Deze maatregelen, die geïnspireerd zijn door het Nederlands model, zijn de volgende. De leveranciers zullen gehouden zijn om vier weken voor het van kracht worden van elke wijziging van de prijzen deze aan de CREG mee te delen.

De CREG zal vervolgens een comité bijeenroepen waarvan zij deel uitmaakt en dat zal zijn samengesteld uit de Nationale Bank, de Algemene Directie Energie, de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Raad voor de Mededinging.

Dit comité zal controleren of de leveringsprijzen voor de residentiële klanten de redelijke kosten op de markt weerspiegelen. Bij gebrek aan een akkoord tussen de leveranciers en het comité inzake het sluiten van een overeenkomst met een prijsgrens zou de koning, na onderhandelingen tussen de CREG en de leveranciers, een dergelijke overeenkomst kunnen bepalen, na overleg in de Ministerraad.

De CREG beschikt over de expertise en de kennis betreffende de technische werking van de markten van elektriciteit en gas. In haar hoedanigheid van reguleringsoverheid beschikt zij eveneens over het vermogen om bij de leveranciers van elektriciteit en gas de nodige informatie op te eisen, inclusief het opleggen van een administratieve boete.

Het voorgestelde systeem is reeds van toepassing in Nederland, zonder enige principiële betwisting door de Europese autoriteiten. Dit mechanisme laat een meer transparante prijspolitiek toe, wat een van de elementen is die nodig zijn voor het bereiken van een betere marktwerking.

Deze bepaling past volledig binnen de objectieven opgenomen in het derde energiepakket en meer in het bijzonder een verhoging van de transparantie en de concurrentiekracht.

14.05 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord, al moet ik opmerken dat de prijsvorming uiteraard met veel meer te maken heeft dan op het eerste gezicht lijkt. De Nationale Bank heeft met betrekking tot het voorstel dat u deed, of zelfs voorafgaand daaraan, heel wat bij mekaar geschreven en ook een vergelijking gemaakt, op basis van de statistieken van Eurostat, en is nagegaan hoe onze prijs zich verhoudt tot die buitenlandse prijzen of tot de prijzen in de ons omringende landen. Onder andere Nederland werd daar genoemd. Eigenlijk scoren wij net iets slechter dan Nederland betreffende de prijzen.

Wij merken echter ook dat minder dan een half jaar geleden de VREG, de Vlaamse regulator, ook een onderzoek heeft uitgevoerd naar die prijzen en een vergelijking heeft gemaakt tussen de prijzen van Nederland en de prijzen die beschikbaar zijn op de Vlaamse energiemarkt en die van de Waalse energiemarkt. Ik heb de grafiek bij en er is een ernstig verschil te merken. De rode prijzen zijn die in het Waalse Gewest, de gele prijzen zijn die in Nederland en de groene zijn die in Vlaanderen. Spreken over een Belgische energieprijs lijkt mij toch wel een heel ander verhaal.

Dat brengt ons meteen bij het volgende punt. Er zijn heel veel factoren die ook op een ander niveau spelen. Ik denk aan de verantwoordelijkheid van de Gewesten. Uiteindelijk zijn het de Gewesten die voor een groot stuk ook de prijzen bepalen door het opleggen van openbare dienstverplichting. Dat geldt voor een stuk natuurlijk ook voor het federale niveau, als wij onder andere spreken over de groene stroom, qua certificaten die worden doorgerekend in transmissienetprijzen. Ook daar ligt er een verantwoordelijkheid die volgens mij wel eens verklarend zou kunnen zijn voor de hogere energieprijzen in dit land. U weet ook dat het in het buitenland niet zo evident is om rechtstreeks naar een doorrekening te gaan in de tarieven, maar dat er ook soms vanuit de algemene middelen gelden worden vrijgemaakt specifiek om een beleid op het vlak van hernieuwbare energie en dergelijke te voeren.

Tot slot, nog dit. De Nationale Bank haalt in haar artikel ook aan dat dit soort maatregelen, de vier weken vangnet zoals dat in Nederland werkt, niet nodig zouden zijn op het moment waarop wij effectief in een concurrentiële markt zitten. In die zin is het ook belangrijk dat een maatregel die u hier aankondigt, nooit los kan worden gezien van het concurrentiëler maken van die markt. In die zin moeten wij naar een totaalpakket gaan.

14.06 Peter Logghe (VB): Mijnheer de minister, wat u daarnet uitlegde is wat wij zeer uitgebreid hebben mogen lezen in het wetsontwerp dat wij hebben ontvangen.

Ik twijfel niet aan uw goede bedoelingen, maar ik stel toch vast dat het verschil met wat tot nu toe bestond eigenlijk dat ene comité is dat er tussen zal worden geschoven. Het gaat om het comité waarin onder meer de Nationale Bank van België en de CREG zitten en dat dus zal moeten oordelen. Dat is eigenlijk een instelling die u er nog eens tussenschuift. Ik vraag mij af of dat ervoor zal zorgen dat er sneller een overeenkomst komt.

Ik sluit aan bij de woorden van de heer Wollants. In deze discussie wordt inderdaad veel te vaak en veel te snel de communautaire component van een en ander vergeten.

Ik hoop dat wij morgen tijdens de hoorzitting met de verschillende actoren alle elementen zullen kunnen vernemen en dat wij voldoende tijd zullen krijgen om alles in vraag te stellen. Dit is een zeer belangrijke materie. Wij komen hier zeker nog vaak op terug in deze commissie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

15 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "de hoge netwerktarieven" (nr. 2438)

15 Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "des tarifs de réseau élevés" (n° 2438)

15.01 Rita De Bont (VB): Mijnheer de minister, dit wordt nog maar eens een vraag over de hoge elektriciteitsprijs in ons land.

De bedrijven en de residentiële particulieren betalen veel voor hun elektriciteit, Daardoor moeten wij, bij gebrek aan structurele maatregelen, sociale maatregelen nemen.

Volgens een expert, André Jures van MPG Energy is een van de redenen de hoge prijs voor de energietransmissie in België. Er is door de heer Wollants al naar verwezen. De prijs van de energietransmissie in België zou de hoogste van heel Europa zijn.

Uiteindelijk is daarvan, behalve in onze portemonnee, heel weinig te merken. Wij merken immers heel weinig

van de hoognodige, structurele aanpassing die aan ons transmissienetwerk zou moeten worden gedaan. Bedoelde aanpassing is absoluut nodig om concurrentie van de energieproducenten uit onder andere Duitsland en van de producenten van groene energie mogelijk te maken. Ons netwerk is daar helemaal niet op voorzien. Zulks brengt aanzienlijke, structurele problemen met zich, waardoor we het principe van de vrije markt voor de energieprijzen amper kunnen laten spelen.

Ten eerste, hoe kunt u de buitensporig hoge prijs voor de elektriciteitstransmissie verklaren?

Ten tweede, waaraan worden de opbrengsten van de transmissienetwerken besteed? Kunnen wij ter zake meer informatie krijgen?

15.02 Minister **Paul Magonette**: Mevrouw De Bont, ik deel de conclusie van MPG Energy absoluut niet dat de tarieven voor de elektriciteitstransmissie in België de hoogste in Europa zouden zijn. De meest bijgewerkte, volledige en betrouwbare, statistische studie is de studie van ENTSO-E, het Europees netwerk van transmissie-netbeheerders. De studie is getiteld "ENTSO-E Overview of Transmission Tariffs in Europe – Synthesis 2010". Die studie toont integendeel aan dat de tarieven in België volledig aansluiten op de gemiddelde tarieven die in Europa worden toegepast. De studie toont ook de complexiteit van een dergelijke vergelijking aan, gezien het feit dat bepaalde elementen conform de nationale wetgevingen al dan niet in de transmissietarieven zijn inbegrepen.

Om werkelijk vergelijkbare zaken te kunnen vergelijken, moet rekening worden gehouden met alle kosten die aan de elektriciteitstransmissie inherent zijn. Dat betekent niet enkel dat de kosten die met de transmissieactiviteiten van de transmissie-netbeheerder verbonden zijn in rekening worden gebracht, maar ook alle regulatorische lasten die niet rechtstreeks met de transmissie zijn verbonden, maar die door de overheden aan de transmissie-netbeheerder worden opgelegd door middel van mechanismen die van land tot land verschillen.

Voormelde componenten, die aldus in aanmerking worden genomen, zijn bijvoorbeeld de infrastructuurkosten, de operatie- en investeringskosten, de kosten voor de compensatie van de verliezen, de kosten van de interne congestie, de kosten van de hulpdiensten, de kosten van de balancing, de kosten van de regulatorische lasten, zoals *stranded cost* en de bijkomende heffing voor hernieuwbare energie.

Bovendien houdt de vergelijking geen rekening met andere belangrijke elementen naast de tarieven, zoals de netkwaliteit, de kwaliteit van de diensten, de netdichtheid en de nabijheid of de afstand tot de productieplaatsen. De problemen inzake de concurrentie op de Belgische markt inzake de elektriciteitsprijzen voor de eindverbruikers, die ik natuurlijk niet ontken, komen in ieder geval niet voort uit zogezegde overdreven transmissietarieven.

15.03 **Rita De Bont** (VB): Bedankt, mijnheer de minister.

Ik had het wel degelijk over de prijs per meter. De overbrugging is in ons dichtbevolkt land niet zo groot. U zegt dat onze tarieven niet tot de hoogste van Europa behoren. Misschien kunnen de collega's tijdens de hoorzitting morgen daar meer duidelijkheid over krijgen.

U hebt een hele lijst opgesomd van hetgeen met die prijs betaald moet worden. Ik zal dat later bestuderen. Misschien kan ik terugkomen op voorliggende materie met een schriftelijke vraag, om meer details over op te vragen.

In ieder geval lijkt het me dat de prijssetting een hoop componenten bevat die niet mogen worden doorgerekend in de netwerktransmissietarieven. Die kunnen wellicht op andere manieren opgevangen worden. We zullen dat verder bestuderen en ik zal daarover een schriftelijke vraag stellen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

16 **Question de M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l'Énergie sur "des fûts de déchets nucléaires défectueux" (n° 2555)**

16 **Vraag van de heer Olivier Deleuze aan de minister van Klimaat en Energie over "beschadigde vaten met kernafval" (nr. 2555)**

16.01 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, monsieur le ministre, en janvier 2010, vous aviez dit au Parlement que sur les 37 800 fûts de déchets qui avaient été contrôlés, 1 669 étaient défectueux, c'est-à-dire 4,5 %. À cette époque, vous aviez dit que pour les fûts présentant un problème de corrosion, un système d'assèchement de l'air serait mis en place qui permettrait d'arrêter le phénomène, tandis que pour les fûts qui débordaient, le CEA français (le Commissariat à l'Énergie atomique) allait mener une étude et analyser la situation.

La semaine dernière, vous nous avez dit que le comptage de l'ensemble des fûts avait été effectué, que 3 % étaient défectueux et, d'après le compte rendu de la séance, que la solution adoptée serait pour tous, semble-t-il, de placer ces colis dans un caisson de dépôt final cimenté dans l'installation de post-conditionnement. Peut-être l'analyse a-t-elle changé en un an. Mais j'aimerais vous poser les questions suivantes.

Combien de fûts ont-ils été inspectés? Est-ce le total des fûts de déchets A entreposés à Mol/Dessel?

Combien sont défectueux? De quels types de fûts de déchets s'agit-il car il y en a plusieurs? Quels sont les problèmes rencontrés?

Quelles solutions vont-elles être adoptées? Est-ce le cimentage, comme vous l'avez indiqué la semaine dernière, pour tous? Est-ce donc la même solution pour tous les fûts?

Combien cela va-t-il coûter et qui va payer?

Les fûts non conformes et les fûts intacts sont-ils placés dans les mêmes bâtiments et vont-ils continuer à l'être?

16.02 Paul Magnette, ministre: Dans le cadre du programme d'inspection visuelle systématique des colis de déchets conditionnés et entreposés dans les installations du site de Belgoprocess, que l'ONDRAF a entamé en 2003, au total 40 413 colis, toutes catégories confondues, ont été inspectés entre 2003 et le 31 décembre 2010. Ces colis sont entreposés dans les bâtiments d'entreposage 150, 151, 155, 127 sur le site BP1 et 270 sur le site BP2.

Les colis entreposés dans les casemates 1, 2 et 3 du bâtiment 127 sont les déchets dits "Eurobitume" et ceux entreposés dans le bâtiment 129, les déchets dits "Vert PAMELA", font l'objet d'une inspection globale télécommandée puisque, pour des raisons de sécurité, l'accès direct à cette installation n'est pas admis, ce qui rend une inspection visuelle directe impossible. Cette inspection globale permet toutefois d'évaluer suffisamment l'état du colis en question.

En ce qui concerne les colis de déchets vitrifiés entreposés dans le bâtiment 136, ceux-ci ne font pas l'objet du programme d'inspection visuelle, car faisant déjà l'objet du programme d'inspection prévu par les règles générales pour les colis acceptés par l'ONDRAF, c'est-à-dire une inspection à la réception, une inspection tous les trois ans après la réception et ensuite, tous les dix ans.

Au 31 décembre 2010, le nombre total de colis de déchets conditionnés, toutes catégories confondues, entreposés dans l'ensemble des bâtiments d'entreposage sur le site de Belgoprocess, à savoir les bâtiments 150, 151, 155, 127, 129, 136 sur le site BP1 et 270 sur le site BP2 s'élevait à 57 403. Au 31 décembre 2010, 1 671 colis de déchets conditionnés étaient jugés non conformes par l'ONDRAF vis-à-vis des critères d'inspection visuelle que l'organisme a établis. Il s'agit essentiellement de colis contenant des déchets cimentés et bitumés de faible et moyenne activité.

Les colis jugés non conformes présentent des phénomènes de corrosion au niveau de l'emballage primaire et des déformations de la matrice. Il est à noter que ces non-conformités ne présentent aucun danger pour la sécurité des travailleurs de Belgoprocess, ni pour les riverains, ni pour l'environnement, puisque les substances radioactives contenues dans ces déchets restent confinées dans leur matrice de conditionnement et que les colis se trouvent dans des bâtiments sécurisés, entièrement fermés et contrôlés.

Faisant référence à la réponse fournie aux questions parlementaires n° 17983 du 4 janvier 2010 et n° 1965 du 11 février 2008 de votre honorable collègue, Mme Gerkens, qui traitent du même sujet, les solutions envisagées en fonction des phénomènes constatés et de la durée prévue d'entreposage des colis jugés non

conformes sont les suivantes:

- Pour les colis de déchets bitumés provenant de l'ancien département "Waste" du SCK-CEN, faisant partie du passif nucléaire BP2, la solution de référence consiste à placer ces colis dans un suremballage suivi de leur mise en entrepôt en attendant leur mise en dépôt final. Après suremballage et mise en entrepôt, certains de ces colis feront l'objet d'un suivi dans le temps pour vérifier leur comportement et leur stabilité. Les opérations de suremballage ont débuté fin 2010 et les colis suremballés sont entreposés dans le bâtiment d'entreposage 155 et ce, de façon séparée des autres colis qui se trouvent entreposés.
- Pour les colis contenant des déchets cimentés de faible et moyenne activité et à courte durée de vie, les déchets dits de catégorie A, sur lesquels des phénomènes de corrosion ont été constatés, la solution de référence envisagée consiste à maintenir ces colis en entrepôt et à assurer un suivi régulier tout en veillant à maintenir la sécurité des entrepôts en attendant la mise en exploitation du dépôt final des déchets de catégorie A.

Les colis en question seront alors placés dans le caisson de dépôt final et cimentés afin de limiter les effets de la corrosion. Comme annoncé dans ma réponse à la question orale de l'honorable membre posée le 3 février dernier, cette solution sera mise en œuvre à partir de 2015.

S'agissant des colis de déchets bitumés de moyenne activité, colis dits "Eurobitume", provenant de l'ancienne usine-pilote européenne de retraitement Eurochemic, faisant partie du passif nucléaire BP1, qui présentent des corrosions au niveau de la soudure, un système de séchage à l'air a été installé dans le bâtiment où ces colis sont entreposés – c'est-à-dire dans le bâtiment 127 – afin de limiter au maximum toute corrosion ultérieure.

Pour ce qui est des colis présentant des signes de gonflement, une étude et un programme expérimental ont été lancés par l'ONDRAF en vue d'analyser les phénomènes se trouvant à l'origine des gonflements et de prévoir leur évolution. Les résultats de ce programme actuellement en cours permettront de définir les actions à entreprendre pour résoudre les problèmes constatés.

Les coûts des opérations devant assurer la gestion à long terme des colis jugés non conformes sont à charge des responsables financiers, à savoir principalement les passifs nucléaires BP1 et BP2 et Électrabel. Pour les colis cimentés corrodés, la solution mentionnée ci-dessus n'entraîne pas de coût supplémentaire significatif. Quant aux colis bitumés provenant de l'ancien département "Waste" du SCK-CEN (passif BP2), le coût de la solution de référence envisagée, c'est-à-dire le placement dans un suremballage, avait été estimé en 2006 à 75 000 euros, y compris la mise en dépôt final. Pour les colis dits "Eurobitume" (passif BP1), les coûts de la solution à développer dépendront des activités à mener en fonction des résultats de l'étude en cours.

Les colis jugés non conformes aux critères d'inspection visuelle sont entreposés dans les mêmes bâtiments que les colis conformes. Toutefois, et pour autant que possible, ils sont isolés de ceux-ci, par exemple dans le cas des colis placés dans un suremballage. Pour les colis "Eurobitume", entreposés dans le bâtiment 127, une telle isolation n'apparaît actuellement pas nécessaire.

16.03 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je lirai votre réponse avec attention.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

17 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de toekomst van de nucleaire passiva" (nr. 2607)

17 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avenir des passifs nucléaires" (n° 2607)

17.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijn vraag sluit naadloos aan bij de vraag van collega Deleuze.

Mijnheer de minister, zoals u weet heeft ons land tot op heden 5,8 miljard euro opzijgezet voor het langdurig bewaren van het kernafval en ook de afbraak van de kerncentrales. Volgens de ramingen van NIRAS, de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Splijtstoffen, verantwoordelijk voor het radioactief afval, zou de ontmanteling van de kerncentrales neerkomen op een kostprijs van 2 miljard euro en de berging van

hoogradioactief afval in de Boomse klei op 3 miljard euro. Samen goed voor 5 miljard euro van de 5,8 euro die thans beschikbaar zijn. Daar werden de kosten voor het midden-, hoog- en laagradioactief afval nog niet bijgeteld. De verzamelde 5,8 miljard euro zit in een fonds gestijfd door de eigenaars van de Belgische kerncentrales: het Synatomfonds. Dat blijkt dan ook nog eens een dochter te zijn van Electrabel en beheert de nucleaire passiva.

Zoals in het verleden is gebleken aan de hand van talloze vragen, interpellaties en interventies, is de werking van Synatom onderworpen aan heel wat kritiek, met name dat het geld niet rechtstreeks op een rekening staat, maar een eerder boekhoudkundig fenomeen is omdat het is teruggeleend aan Electrabel. Aangezien Electrabel de laatste jaren toch een bijzondere evolutie heeft doorgemaakt, wordt hier en daar wel eens getwijfeld aan de objectiviteit ervan. In die zin is Electrabel tegelijkertijd een klein beetje rechter en partij, of zou dat kunnen zijn. We nemen er bovendien akte van dat door de herschikking van de financiële structuur van het moederbedrijf Electrabel-Suez het Belgische Electrabel thans een verlieslatend bedrijf is. Hoewel het zeer veel winst maakt, is het toch verlieslatend.

In 2009 werden naar aanleiding van een expertenrapport hier in de commissie vragen gesteld over deze fata morgana-achtige constructie en werden er ook vragen gesteld naar de mate waarin het huidige wettelijk en reglementair kader nog voldoende waarborgen bevat opdat die aangelegde provisies van 5,8 miljard te gepasten tijde beschikbaar zouden zijn.

Eveneens naar aanleiding van die commissievergaderingen hebt u samen met mijn dierbare partijgenoot en uw collega, Vincent Van Quickenborne, het NIRAS de opdracht gegeven om deze situatie te bestuderen en ook aanbevelingen te formuleren. Dat rapport werd u begin dit jaar voorgelegd en uw toelichting in de commissie daarbij moet ik helaas als enigszins karig omschrijven. U gaf te kennen dat de huidige legislatieve regelingen over de beschikbaarheid en het beheer van de nucleaire passiva niet meer voldoen en dat er op korte termijn een rondetafel zou plaatsvinden met alle binnenlandse en buitenlandse actoren. Over de inhoud van het NIRAS-rapport wist u te zeggen dat er twee scenario's op tafel liggen die tot een efficiënter beheer van deze passiva zouden kunnen leiden.

Mijn vragen zijn de volgende. Kan u mij zeggen waarin die 5,8 miljoen euro nucleaire passiva momenteel geïnvesteerd zijn? Op welke termijn acht u het geld opnieuw beschikbaar, en dus niet enkel boekhoudkundig? Wat zijn de twee scenario's die in het NIRAS-rapport naar voren zijn geschoven om tot een efficiënter beheer van het passiva te komen? In hoeverre zullen de leden van de commissie voor de Economie en het Bedrijfsleven op de hoogte worden gebracht van de stand van zaken van het onderzoek en de ontwikkeling van die scenario's die het NIRAS heeft voorgesteld? Heeft de minister een idee over hoelang de uitwerking van het efficiënter reglementair kader voor het beheer van nucleaire passiva in beslag zal nemen? Kan dat met andere woorden door een regering in lopende zaken gebeuren, of zal dat iets zijn dat in een volgende legislatuur of vanuit het Parlement geredigeerd moet worden?

17.02 Minister **Paul Magnette**: Eind 2010 bedroegen de nucleaire voorzieningen die worden aangehouden op de rekening van de kernprovisievennootschap Synatom 6,1 miljard euro, en niet 5,8 miljard euro. Daarvan is 2,2 miljard euro voorbehouden voor de ontmanteling van de kerncentrales, en 3,9 miljard euro voor het beheer van de bestraalde splijststoffen.

De wet bepaalt momenteel dat van het totaal van die voorzieningen maximum 75 % teruggeleend wordt aan de kernexploitant of zijn gelijkgestelde, in de praktijk is dat Electrabel en SPE. De voorwaarden daarvoor zijn bepaald in leningsovereenkomsten tussen de verschillende partijen. De overige 25 % bestaat uit leningen aan andere organisaties, zoals bijvoorbeeld Elia of Eandis, beleggingen op korte termijn, sicaps in portefeuille van Synatom of voor interne financiering.

Voorzieningen binnen een onderneming zijn van nature uit altijd boekhoudkundig. Het vormt een passiva, waartegenover de nodige activa moeten staan, zoals cash geld, leningen, vorderingen, investeringen enzovoort. In afwachting van het uitvoeren van de werken waarvoor ze aangelegd zijn, moeten de passiva op een zekere en veilige manier geplaatst worden. Het huidige systeem voorziet erin dat de gelden die reeds verzameld werden, een opbrengst moeten genereren die bijkomend bij de voorzieningen worden gevoegd. Gezien de grootorde van de bedragen, moet er natuurlijk een grote voorzichtigheid aan de dag worden gelegd. In België wordt voor die voorzieningen niet met externe fondsen gewerkt.

De twee mogelijke scenario's die NIRAS naar voren schuift zijn een systeem waar fondsen geïnternaliseerd zijn, en een ander systeem waar er een extern fonds wordt opgericht. Beide systemen moeten de nodige

garanties en controle kunnen verschaffen. Op 28 en 29 maart wordt er een rondetafel georganiseerd met alle betrokken actoren om de mogelijkheden verder te onderzoeken. De resultaten van die rondetafelbespreking zullen uiteraard aan de commissieleden bekendgemaakt worden. Een precieze timing is moeilijk te geven. Het is uiteraard de bedoeling om eerst aan de slag te gaan met de resultaten van die rondetafel, en daarna actie te ondernemen.

17.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mijnheer de minister, u moet mij natuurlijk de geplogenheden van de bedrijfsboekhouding niet uit de doeken doen. Daar ben ik mij volledig van bewust. Dat is natuurlijk ook de reden waarom ik in het opstellen van mijn vraag expliciet naar de gewijzigde structuur van Suez en Electrabel heb verwezen. U zegt zeer terecht dat Electrabel de grootste schuldenaar is van zowel de bijdragen als het ontleende kapitaal. Op het moment dat de schuldenaar in zo'n financiële positie komt dat hij eigenlijk niets meer heeft omdat alle winsten naar GDF-Suez worden overgeheveld, via een boekhoudkundige constructie, dan wordt de boekhoudkundige realiteit voor mij zeer prangend en bedreigt die wel de gezonde bedrijfssituatie.

Daarom vroeg ik u ook – en daarop heb ik niet meteen een antwoord gekregen – of u van mening bent dat die gelden te gepasten tijde beschikbaar zouden zijn? U en ik weten allebei dat er nog geen wijziging aan de wet op de nucleaire uitstap is. Er zijn wel plannen, maar die wet is er niet. Wij hebben vanmorgen per abuis de theoretische oefening daaromtrent mogen vernemen, maar tot nader order bepaalt de wet nog altijd dat er een nucleaire uitstap is. Als die er zou komen – wij weten niet wat de politieke toekomst zal brengen – dan weet ik niet of dat geld effectief beschikbaar zal zijn en of Electrabel dat geld – het is dan niet meer haar geld, maar het ontleende geld – onmiddellijk aan het Synatomfonds zal kunnen terugstorten. Die situatie baart mij zorgen.

Voor de rest dank ik u voor de update van de cijfers. Ik heb mij inderdaad gebaseerd op cijfers die enkele maanden oud zijn. Ondertussen zal er al iets meer in dat fonds zitten. Dat is zeer fijn. Ik neem er ook nota van dat die scenario's in de rondetafel overlegd zullen worden. Ik ben blij dat u ons op de hoogte zult houden, maar ik blijf toch enigszins ongerust over de situatie van Electrabel. Ongetwijfeld zal een en ander nog opgelost worden in het monsterakkoord of het enorme derde energiepakket dat eraan komt. Ik dank u voor uw beperkte antwoord.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, er zijn verschillende vragen over deze problematiek gesteld. U hebt verwezen naar het rapport van NIRAS dat in uw opdracht is opgesteld. Zou het mogelijk zijn om dat rapport aan de commissie te bezorgen?

17.04 Minister Paul Magnette: Het document zal publiek gemaakt worden. Ik moet het aan het NIRAS vragen.

De **voorzitter**: Het was maar een vraag. Dan zullen er in de volgende bijeenkomst van de commissie misschien minder vragen over die problematiek zijn.

17.05 Minister Paul Magnette: Of nog meer.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*Voorzitter: Willem-Frederik Schiltz.
Président: Willem-Frederik Schiltz.*

18 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "een Nederlands onderzoek naar de opslag van radioactief afval in kleibodem" (nr. 2430)

18 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une étude néerlandaise sur le stockage de déchets radioactifs dans les sols argileux" (n° 2430)

18.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, bij onze noorderburen zijn er ook plannen om de opslag van radioactief afval in de Nederlandse kleibodem te onderzoeken. Een onderzoeksprogramma, Opera genaamd, zou van start gaan. Het onderzoek zou mee geïnitieerd zijn door de Belgische plannen waarover wij recent nog uitgebreid van gedachten hebben gewisseld met vertegenwoordigers van NIRAS.

Is NIRAS op de hoogte van de Nederlandse onderzoeksplannen? Hebt u een idee van wat de concrete plannen zijn van het Nederlandse instituut COVRA? Zal ook COVRA alleen de definitieve berging in kleilagen, de geprefereerde piste van NIRAS, onderzoeken of onderzoekt het alternatieven?

Wordt er naar synergie gezocht tussen, enerzijds, het onderzoek van NIRAS en, anderzijds, dat van COVRA en de Nederlandse onderzoeksgroep?

Is er samenwerking ruimer dan de concrete onderzoeksplannen tussen NIRAS en COVRA vandaag? Is dat geformaliseerd in bepaalde overeenkomsten?

Volgende vraag heb ik ook gesteld aan de vertegenwoordiger van NIRAS. Zijn er ooit, in een ver of nabij verleden, plannen geweest, contacten geweest tussen NIRAS en COVRA, tussen Nederlandse en Belgische politieke instanties over een eventuele berging van Nederlands nucleair afval op Belgisch grondgebied? U weet dat de Nederlanders nucleair afval hebben, maar dat het aandeel, die proportie een stuk kleiner is dan de onze. Misschien zouden ze geïnspireerd door bepaalde economische overwegingen op zoek kunnen gaan naar *regional solutions*, die ook mogelijk gemaakt worden in de Europese richtlijn Nucleair Afval.

18.02 Minister **Paul Magnette**: NIRAS is op de hoogte van het onderzoek. Vermits zowel het beheer van radioactief afval als het onderzoek naar de geologische berging van het afval in Nederland behoren tot de exclusieve bevoegdheid van de Nederlandse overheid, zijn noch NIRAS, noch ik bevoegd om daarover meer in detail te treden.

NIRAS en COVRA hebben een samenwerking lopen op het vlak van het wetenschappelijke en technische aspect van de berging van nucleair afval op hun respectieve nationaal grondgebied. Zo werken NIRAS en COVRA samen via een gemeenschappelijke deelname aan een aantal onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten van Euratom en een bilateraal samenwerkingsakkoord dat tot doel heeft ervaring en kennis uit te werken op het vlak van onderzoek en ontwikkeling van de geologische berging van radioactief afval in weinig verharde klei op het respectieve nationale grondgebied van België en Nederland.

NIRAS heeft gelijkaardige bilaterale samenwerkingsakkoorden afgesloten met andere buitenlandse agentschappen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van radioactief afval.

NIRAS heeft vanwege COVRA geen enkele vraag ontvangen over de mogelijke ontwikkeling van een gemeenschappelijk project voor de berging van radioactief afval op Belgisch grondgebied.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

19 **Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de export van zirkonium" (nr. 2583)**

19 **Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation du zirconium" (n° 2583)**

19.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het voordeel van een complex land als België met diverse parlementen is dat een uitspraak van een minister in een ander parlement kan leiden tot nieuwe vragen in nog een andere assemblee.

De Brusselse minister Jean-Luc Vanraes heeft op woensdag 12 januari in de commissie voor de Economische Zaken van het Brussels Parlement verklaard dat een Brussels bedrijf zonder vergunning zirkonium heeft geleverd aan Iran.

Mijn vermoeden is, mijnheer de minister, en vandaar mijn vraag vandaag, dat het dossier waarvan sprake in het Brusselse Parlement de tweede inbreuk is op de wetgeving inzake nucleaire export. Deze dossiers zijn aan de oppervlakte gekomen in de vergadering van deze commissie, van 10 november. Nadien zijn wij een aantal keren teruggekomen op de dossiers nucleaire export. U hebt een beknopte geschiedenis geschetst over het zirkoniumdossier tijdens de commissievergadering van 17 november, maar ik heb toch nog een aantal vragen.

Ten eerste, gaat de verklaring van Brussels minister Vanraes inderdaad over de tweede inbreuk van 10 november?

Ten tweede, kunt u een concretere, meer uitgebreide chronologie schetsen van dit dossier?

Ten derde, klopt het dat het betrokken bedrijf geen enkele instantie op de hoogte heeft gebracht en een exportvergunning noch een federale machtiging heeft aangevraagd?

Ten vierde, hebt u ondertussen extra preventieve maatregelen genomen ten aanzien van het betrokken bedrijf?

Ten vijfde, hebt u er een idee van wanneer de lopende gerechtelijke procedure wordt beëindigd?

Mijn zesde vraag heb ik reeds eerder gesteld, maar toen was daarop nog geen antwoord. Ik hoop dit antwoord vandaag wel te krijgen. Hebt u ondertussen reeds een overzicht van alle inbreuken op de wet van 9 februari 1981 betreffende nucleaire export, sinds de invoering ervan?

19.02 Minister **Paul Magnette**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Calvo, ziehier een kort antwoord op de korte vragen.

Ten eerste, de verklaring van de heer Vanraes gaat inderdaad over het zirkoniumdossier.

Ten tweede, ik heb aan de commissie voor het Bedrijfsleven op 17 en op 30 november alle informatie gegeven die ik mag geven zonder afbreuk te doen aan het lopende gerechtelijk onderzoek. Ik herinner u eraan dat het secretariaat van de CANVEK gecontacteerd werd door de cel Embargo in verband met de betaling van een factuur voor de levering van zirkoniumgoederen aan Iran. Financiële transacties met Iran zijn immers aan controle onderworpen. Het secretariaat van de CANVEK heeft een inbreuk vastgesteld tegen de nucleaire exportwetgeving.

Ik heb inderdaad een strafklacht ingediend bij het parket op 13 maart 2008 op initiatief van de FOD Economie. Op 18 mei 2010 heb ik bovendien een klacht ingediend met burgerlijke partijstelling. Die klacht toont aan dat zodra wij op de hoogte gebracht werden van het feit dat de betrokken bedrijven de regels niet hadden gerespecteerd, wij uit principe en uit veiligheidsoverwegingen de verdere nodige juridische stappen hebben ondernomen. Meer kan ik niet zeggen omwille van het huidige lopende onderzoek.

Ten derde, het betrokken bedrijf heeft inderdaad geen enkele instantie op de hoogte gebracht.

Ten vierde, wat de preventiemaatregelen ten opzichte van het betrokken bedrijf betreft, kon ik zelf niets meer doen dan een klacht met burgerlijke partijstelling indienen. De competenties van de douane kunnen eventueel wel versterkt worden. De douane is trouwens lid van de CANVEK.

Ten vijfde, ik heb geen idee wanneer er een uitspraak in het gerechtelijk onderzoek zal komen.

Ten slotte, op uw vraag voor een overzicht van alle inbreuken op de wet van 9 februari kan ik u antwoorden dat er sinds 1981 slechts twee dossiers aan het gerecht zijn overgemaakt, namelijk die in verband met de uitvoer van verarmd uranium en de uitvoer van zirkonium.

19.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw volledig en sereen antwoord.

Er lijkt toch wat meer informatie beschikbaar over het tweede dossier van het zirkoniumpoeder, dat de afgelopen maanden stiefmoederlijk is behandeld. De aandacht ging vooral naar het dossier inzake verarmd uranium en de gammagrafie, een dossier dat mij nog problematischer lijkt dan dit.

Ik hoop dat u het met mij eens bent als ik zeg dat deze dossiers aantonen dat er grondige problemen zijn in dit land. De commissie Nucleaire Veiligheid heeft huiswerk om u of uw opvolger te omkaderen met een nog sterker wetgevend kader en een beter controlesysteem.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

20 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "het uitblijven van een overeenkomst tussen het SCK en het FANC over MYRRHA" (nr. 2586)

20 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'absence d'un accord entre le CEN et l'AFCN à propos de MYRRHA" (n° 2586)

20.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, wij hebben al een aantal keren van gedachten gewisseld over het pronkstuk van nucleaire innovatie – volgens sommigen toch –, het MYRRHA-project: de nieuwe onderzoeksreactor van het SCK voor onderzoek naar kerncentrales van de vierde generatie.

Wij hebben het al gehad over de overeenkomsten met internationale partners. Ik heb vorige week de minister van Binnenlandse Zaken Turtelboom, bevoegd voor het FANC, ondervraagd over de veiligheidsdimensie van het MYRRHA-dossier. Zij vertelde mij – en ik was niet erg verrast – dat er nog geen overeenkomst is bereikt tussen het SCK en het FANC over de lastenverdeling tijdens de prelicentieperiode.

Het FANC is als nucleair veiligheidsagentschap verantwoordelijk voor het opstellen van veiligheidscriteria en voor het vergunningsproces en zal beslissen of er al of niet een vergunning komt voor de MYRRHA-reactor. Blijkbaar geraken die twee instanties er niet uit.

Wat ik uit het antwoord van de minister van Binnenlandse Zaken ook heb begrepen, is dat er op kabinetsniveau overleg wordt gepleegd over het dossier. Ik heb daarnaast ook begrepen – aan u om dat te bevestigen of te ontkennen – dat het SCK u om een interventie heeft gevraagd en om uw mening ter zake in het dossier. Het lijkt mij een belangrijk dossier, een dossier met betrekking tot nucleaire veiligheid, waarmee wij niet nonchalant mogen omspringen.

Klopt het dat het SCK u heeft gevraagd om omtrent het dossier positie in te nemen? Indien ja, wat is uw houding ter zake? Wat zijn de grote lijnen van de discussie die op dit moment onder meer op kabinetsniveau plaatsvindt?

Ten tweede, is er ondertussen al een akkoord bereikt tussen het SCK en het FANC? Indien neen, waarom niet?

Ten derde, wanneer wenst het SCK, de inrichter van de reactor, duidelijkheid te hebben over het project?

Ten vierde, beschikt men over voldoende informatie en expertise om de ontwerp- en voorbereidingsfase – dus, enerzijds, veiligheidscriteria en, anderzijds, vergunning – grondig uit te voeren?

Hoe wordt de nodige expertise opgebouwd, voornamelijk aan de zijde van het FANC? Welke rol ziet u daar weggelegd voor het SCK als initiator van het project?

Ten vijfde, er zijn ondertussen al overeenkomsten en *memories of understanding* gesloten met internationale partners, Kazachstan, Zuid-Korea en China. Toen ik u daarover de vorige keer heb ondervraagd, bleken er nog geen overeenkomsten van financiële orde te zijn en waren het enkel intentieverklaringen en informatie-uitwisseling. Zijn er ondertussen al financiële overeenkomsten gesloten of is het enkel nog maar de Belgische Staat, die zich financieel engageert voor het project?

Ten zesde, toen bleek er ook nog geen advies te zijn van de CANVEK over die overeenkomsten, wat wel de bedoeling was. U zou daarom vragen. Heeft het SCK gevolg gegeven aan uw oproep en heeft de CANVEK zich intussen al kunnen buigen over de overeenkomsten van het SCK met internationale partners over het MYRRHA-dossier?

Ik was bijna mijn zevende vraag vergeten. Dat is natuurlijk het nadeel van een recto verso print. Het ecologisch bewustzijn heeft soms praktische gevolgen, maar niet altijd. Zelfs mocht ik die vraag niet stellen, toch zou u, zo vermoed ik, er een antwoord op geven. Ik stel ze voor alle zekerheid.

Ten zevende, maken de controlekosten die het FANC zal moeten maken zowel tijdens de voorbereidingsfase als tijdens de uiteindelijke operationalisering, als die er ooit komt, deel uit van eventuele internationale overeenkomsten of zal enkel de Belgische overheid opdraaien voor de controlekosten?

20.02 Minister **Paul Magonette**: De raad van bestuur van het SCK-CEN en de regeringscommissaris hebben

advies gevraagd over een ontwerpovereenkomst tussen het FANC en het SCK-CEN, in verband met het te creëren kader om de vergunbaarheid van MYRRHA mogelijk te maken.

Er werden 2 onafhankelijke juridische adviezen ingewonnen, die leiden tot een verbeterde overeenkomst, die komende vrijdag zal ondertekend worden.

In het kader van de regeringsbeslissing over MYRRHA wordt de haalbaarheid van een vergunning nagezien en de haalbaarheid zal tegen einde 2014 bevestigd moeten worden. Het is duidelijk dat er nood is aan verdere opbouw van expertise door het FANC op het domein van snelle reactoren. Dat is gedeeltelijk het doel van de overeenkomst. Het SCK-CEN heeft op dit vlak een ruime ervaring en zal op vraag elementen aanreiken die de vergunning kunnen ondersteunen. Maar het is aan FANC om onafhankelijk te oordelen over de vergunbaarheid.

Er zijn momenteel akkoorden met Zuid-Korea, China en Kazachstan. Er worden ook besprekingen gevoerd met individuele Europese landen, met Rusland, met de Verenigde Staten. Er zijn een aantal voorstellen van financieel engagement, maar die zijn in een fase van analyse. Het SCK-CEN heeft als standpunt om het geheel zo grondig mogelijk te onderzoeken alvorens engagementen aan te gaan, die op andere domeinen beperkend kunnen zijn.

Het is de bedoeling om al het potentieel te bekijken en met elkaar in overeenstemming te brengen. De CANVEK heeft zich niet uitgesproken over de overeenkomsten. Hierover is nog geen standpunt ingenomen, maar het spreekt voor zich dat de uitbater - en dat moet nog juist gedefinieerd worden - zal opdraaien voor de kosten en dat die in het werkingsbudget opgenomen moeten worden, zoals dat het geval is voor elke nucleaire installatie in ons land.

20.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, in mijn zevende vraag, die ik bijna vergat te stellen, had ik het over de controlekosten, het ging dan over de extra werklust voor het FANC, met de aanwerving van extra medewerkers voor het project. Dat zijn natuurlijk geen kosten die aan de uitbater toekomen, toch?

20.04 Minister Paul Mignette: Ik zal dat verifiëren.

20.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Ik heb nog een punctuele opmerking, vooraleer ik tot mijn fundamentele opmerking kom.

U hebt zelf aangegeven in de commissie in november dat de overeenkomsten die het SCK sluit naar aanleiding van MYRRHA, moeten worden voorgelegd aan de CANVEK. Dat is vandaag nog steeds niet gebeurd. Dat is toch bijzonder jammer om vast te stellen. U hebt in de commissie in november, toen wij het hadden over de samenwerkingsovereenkomsten met Kazachstan, China en Zuid-Korea aangegeven dat u het belangrijk vond, als minister bevoegd voor de CANVEK, dat de overeenkomsten die het SCK sluit met internationale partners over MYRRHA, worden bezorgd voor advisering aan de CANVEK. Dat hebt u in november gezegd. Vandaag zegt u dat de CANVEK zich nog niet heeft uitgesproken over die overeenkomsten.

Heeft het SCK dan geen gevolg gegeven aan uw oproep? U hebt zelf aangegeven dat de CANVEK zich daarover moet buigen.

20.06 Minister Paul Mignette: Het gaat om MOU's. Het is op zo'n moment in de discussies tussen het SCK en partners over MYRRHA nog te vroeg voor de CANVEK om een opinie te geven. Als het een akkoord wordt, zal de CANVEK uiteraard, net als het FANC, een advies moeten geven.

20.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): We kunnen het verifiëren, mijnheer de minister. De overeenkomsten zijn in elk geval belangrijk genoeg voor de eerste minister om erbij aanwezig te zijn, om in verband daarmee een hele communicatieweek op te voeren.

20.08 Minister Paul Mignette: Dat zijn andere personen.

20.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Dat zijn andere personen, maar dat is vooralsnog de leider van uw

regering in lopende zaken.

U vraagt aan het SCK om die overeenkomsten voor te leggen. De overeenkomsten worden gepromoot door de eerste minister. Het SCK geeft niet thuis om de overeenkomsten voor advisering te laten inkijken. Dat vind ik jammer.

In de ontwerpovereenkomst zal inderdaad, tenzij ze ten opzichte van enkele weken geleden grandioos is veranderd, naar een goede manier van expertisedeling worden gezocht. Ik maak mij alleen heel grote zorgen over de onafhankelijkheid van het onderzoek dat aan de vergunning van het FANC zal voorafgaan.

Immers, u en anderen zijn heel trots op het feit dat de MYRRHA-reactor uniek is in de wereld. Een van de gevolgen daarvan is dat er eigenlijk weinig of geen expertise over dergelijke reactoren beschikbaar is. De mensen van het FANC zullen bij het SCK zelf te rade moeten gaan om een vergunning te kunnen krijgen. Dat is een beetje zoals een scheidsrechter die aan de speler moet vragen of hij het reglement kan uitleggen alvorens hij kan beslissen of hij een rode of een gele kaart geeft. Ik denk dat de kans in die situatie veel groter is dat men een gele kaart zal krijgen dan een rode.

Ik maak mij in het vergunnings- en veiligheidsonderzoek van het MYRRHA zeer grote zorgen over de onafhankelijkheid van dat onderzoek. Ik hoop dat u daar mee op zult toekijken.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, wij noteren dat u zult nakijken wat de extra kosten zullen zijn voor het toezicht.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.33 uur.

La réunion publique de commission est levée à 16.33 heures.